



**NATIONS
UNIES**



**Convention sur la lutte
contre la Désertification**

Distr.
GÉNÉRALE

ICCD/COP(5)/4
11 septembre 2001

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES
Cinquième session
Genève, 1^{er}-12 octobre 2001
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

MÉCANISME MONDIAL

**EXAMEN, EN APPLICATION DE L'ALINÉA *d* DU PARAGRAPHE 5
DE L'ARTICLE 21 DE LA CONVENTION, DU RAPPORT SUR LES
ACTIVITÉS DU MÉCANISME MONDIAL, ET FORMULATION
DE DIRECTIVES À SON INTENTION**

Note du secrétariat

1. En application de la décision 24/COP.1, le Mécanisme mondial est prié de présenter aux sessions de la Conférence des Parties des rapports d'activité portant sur les points suivants:
 - a) Le fonctionnement et les activités du Mécanisme mondial, en particulier l'efficacité de ses activités visant à promouvoir la mobilisation et l'acheminement aux pays en développement parties touchées des ressources financières importantes;
 - b) L'évaluation des fonds qui seront disponibles pour la mise en œuvre de la Convention, ainsi que la recherche de moyens efficaces pour distribuer ces fonds et l'élaboration de propositions correspondantes.
2. À sa quatrième session, la Conférence des Parties, dans sa décision 6/COP.4 sur le Mécanisme mondial:
 - a) A rappelé que le deuxième examen des politiques, modalités de fonctionnement et activités du Mécanisme mondial interviendra à la sixième session de la Conférence des Parties;
 - b) A pris note des rapports sur les politiques, modalités de fonctionnement et activités du Mécanisme mondial figurant dans les documents ICCD/COP(4)/4 et Add.1 ainsi que du rapport du Comité de facilitation du Mécanisme mondial figurant dans le document ICCD/COP(4)/4/Add.2.
3. Le rapport 4 du Président du Fonds international de développement agricole (FIDA) présenté à la cinquième session de la Conférence des Parties est joint en annexe.

GE.01-64687 (F)

**Rapport établi par le Directeur général du Mécanisme mondial au nom
du Président du Fonds international de développement agricole¹,
présenté à la cinquième Conférence des Parties**

Rome, 27 juillet 2001

ÉVALUATION ET RECOMMANDATIONS

Le rapport sur le Mécanisme mondial présenté à la cinquième session de la Conférence des Parties, qui couvre l'exercice biennal 2000/2001, est soumis par le Directeur général du Mécanisme mondial au nom du Président du FIDA (art. 3B, annexe 1, du Mémorandum d'accord entre le FIDA et la Conférence des Parties). Il présente le cadre général et la raison d'être des interventions du Mécanisme mondial dans le domaine des partenariats et de la mobilisation des ressources, un aperçu général des activités du Mécanisme mondial en 2000/2001 et une brève description des activités futures.

CADRE GÉNÉRAL ET RAISON D'ÊTRE DES INTERVENTIONS DU MÉCANISME MONDIAL

Aux fins de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le terme «désertification» désigne «la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines». Compte tenu de la nature multisectorielle des interventions requises pour faire face au problème de la dégradation des terres, et de la diversité des sources de financement à exploiter à cette fin, le Mécanisme mondial a été créé pour contribuer à rationaliser l'affectation des ressources et pour mobiliser des financements additionnels en tant que de besoin. Par conséquent, le Mécanisme mondial est axé sur la demande, est économe et efficace, et repose sur des principes de neutralité et d'universalité.

L'un des postulats fondamentaux de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification est que la dégradation des terres est à la fois une cause et un effet de la pauvreté rurale. En conséquence, le renouvellement à l'échelon mondial de l'engagement d'atténuer la pauvreté offre des perspectives encourageantes pour la mise en œuvre de la Convention dans les pays parties touchés, en établissant un lien entre les programmes d'action nationaux (PAN) et les stratégies de réduction de la pauvreté. Cela dit, la mobilisation de ressources pour lutter contre la dégradation des terres reste une tâche très ardue au regard du recul général de l'aide publique au développement (APD) que vient aggraver la diminution de la part de l'APD allouée à l'agriculture et au développement rural.

L'expérience a montré que les perspectives de mobilisation effective des ressources sont notamment subordonnées à l'aptitude des gouvernements concernés à intégrer les PAN et les programmes d'action sous-régionaux (PASR) dans des cadres de planification nationale et sectorielle et à créer des synergies entre les conventions. Les problèmes qui se posent ont souvent un rapport avec l'harmonisation des politiques, la coordination institutionnelle, la participation des bénéficiaires, l'absence d'un système d'information fiable s'accompagnant d'indicateurs exacts aux plans financier (flux et sources des fonds), socioéconomique

¹ Le rapport n'a pas été relu par le secrétariat de la Convention.

(production et revenus) et environnemental (désertification, atteintes à la biodiversité). Ces processus et les obstacles qui entravent leur déroulement continuent de poser un défi stratégique aux pays parties tant développés qu'en développement.

ACTIVITÉS DU MÉCANISME MONDIAL EN 2000/2001

Stratégie opérationnelle

Le Mécanisme mondial, conformément à son mandat, a adopté une stratégie opérationnelle visant à:

- Tirer parti des sources de financement ordinaires existantes, en internalisant les objectifs de lutte contre la désertification des programmes d'action nationaux et sous-régionaux (PAN et PASR) dans les processus habituels de planification et de budgétisation des gouvernements et dans les cycles normaux de programmation des donateurs;
- Explorer les possibilités de mobiliser des ressources additionnelles en plus du financement traditionnel alloué au titre de l'APD et de l'allègement de la dette, en mettant l'accent sur le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le secteur privé (fondations et sociétés) et les organisations non gouvernementales (ONG), ainsi qu'en explorant d'autres possibilités de financement et d'assistance technique par le biais d'une coopération décentralisée.

Fonctions et résultats du Mécanisme mondial

Dans un certain nombre de pays et de (sous) régions, le Mécanisme mondial a entrepris, sur demande, d'offrir une assistance technique ou financière en 2000/2001. Ces pays et (sous) régions comprennent, entre autres, les suivants: Afrique du Sud, Algérie, Argentine, Burkina Faso, Chili, Chine, Cuba, Égypte, Éthiopie, Haïti, Inde, Iran, Mali, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Niger, Ouganda, Pakistan, Pays d'Asie centrale, République démocratique du Congo, Sénégal, Tunisie, Viet Nam et Zimbabwe. L'assistance du Mécanisme mondial porte sur la formulation ou la mise en œuvre de PAN dans les pays précités ou de PASR en Afrique du Nord, en Afrique occidentale, orientale et australe, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et en Asie occidentale et centrale. Conformément aux responsabilités que la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification a confiées au Mécanisme mondial et à la lumière du premier examen des politiques, modalités opérationnelles et activités du Mécanisme, ce dernier a répondu au nombre croissant de demandes d'aide de la manière suivante:

- En recueillant et en diffusant des informations;
- Sur demande, en réalisant des analyses et en fournissant des conseils;
- En encourageant les initiatives qui favorisent la coopération et la coordination;
- En facilitant la mobilisation et l'acheminement des ressources financières.

Collecte et diffusion des informations: à la suite de la présentation du Moteur de recherches d'informations financières sur la dégradation des terres (FIELD) à la quatrième session de la Conférence des Parties, le Mécanisme mondial a poursuivi l'effort entrepris pour parvenir à une application intégrale du système, visant en particulier à introduire une approche décentralisée et participative de mise en commun des connaissances. À cet égard, des initiatives ont été prises pour recueillir les données pertinentes auprès d'une multitude de sources bilatérales et multilatérales et pour associer les parties prenantes à l'élaboration et à la mise à l'essai des caractéristiques fonctionnelles et techniques du système FIELD à titre expérimental.

Réalisation d'analyses et fourniture de conseils sur demande: pour assurer un bon équilibre entre l'offre et la demande afin d'investir dans la lutte contre la dégradation des terres, il est indispensable de bien comprendre les processus appliqués par les gouvernements et les partenaires du développement dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour intégrer les objectifs de la Convention, ainsi que les produits issus de ces processus. En conséquence, le Mécanisme mondial a apporté une aide pour préparer et faciliter la tenue de consultations régionales et sous-régionales sur la mobilisation des ressources. Le Mécanisme mondial a également répondu à des requêtes des gouvernements demandant expressément à ce que l'assistance soit axée davantage sur l'action (investissements sur le terrain) que sur la planification (PAN). En 2000/2001, le Mécanisme mondial a, en collaboration avec son Comité de facilitation, appuyé un certain nombre d'activités de soutien:

- Assistance pour analyser la cohérence entre les PAN et les dispositions de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ainsi que les liens entre les PAN et les cadres de planification sectorielle et nationale et fourniture de conseils à ce sujet;
- Aide pour identifier l'interface entre les PAN et les stratégies de réduction de la pauvreté;
- Renforcement des capacités (évaluation des besoins et identification/analyse des possibilités);
- Participation au diagnostic des causes profondes de la dégradation des sols;
- Examens comparatifs des liens éventuels entre les priorités d'investissement des PAN et les projets financés par des donateurs en cours ou prévus;
- Élaboration de profils des donateurs et incitation à la mise en place d'une base de données aux niveaux national et sous-régional;
- Analyse de l'insuffisance des investissements et mécanismes de financement futurs pour y faire face.

Promotion de la coopération et de la coordination: le Mécanisme mondial encourage la coopération et la coordination dans le contexte d'alliances stratégiques impliquant un dialogue de politique générale et une collaboration opérationnelle avec un certain nombre d'institutions en ce qui concerne leurs stratégies respectives et dans le domaine des activités menées aux niveaux national et (sous) régional. Les principales instances avec lesquelles le Mécanisme mondial instaure des partenariats stratégiques sont les suivantes:

- Comité de facilitation du Mécanisme mondial [comprenant le FIDA, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, le secrétariat de la Convention, le secrétariat du FEM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et les banques régionales de développement (Banque asiatique de développement (BAsD), Banque africaine de développement (BAfD) et Banque islamique de développement (BID))];
- Organisations (sous) régionales ayant des mandats précis et/ou qui s'intéressent à la Convention;
- Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI);
- Organismes bilatéraux ;
- Communauté des ONG.

Le Mécanisme mondial a adopté une stratégie qui encourage un processus d'«engagement constructif» entre toutes les parties prenantes. Ce processus rassemble les pays parties développés, les institutions multilatérales, les pays parties touchés et la société civile pour forger une vision commune et s'engager ensemble à résoudre le problème des terres arides. Il s'accompagne de missions conjointes avec des partenaires bilatéraux et multilatéraux pour évaluer les besoins d'un pays ou d'une sous-région et pour engager un dialogue avec les ministères compétents et la société civile à l'échelon national. Ces activités initiales facilitent l'échange d'informations et permettent de recenser les chevauchements dans la programmation des donateurs, d'évaluer l'adéquation de l'environnement et d'améliorer l'image de marque de la Convention. Elles créent également les conditions nécessaires à la mise au point d'interventions programmatiques complémentaires et permettent de recenser les secteurs exigeant un investissement important tout en jetant les fondements de l'intégration des PAN en un plan de développement national que les organismes de financement pourront par la suite financer par le biais des circuits en place.

Mobilisation et acheminement des ressources: le Mécanisme mondial a utilisé des contributions volontaires provenant de gouvernements et d'institutions de développement en tant que financement catalytique pour instaurer des partenariats en vue de mobiliser des ressources financières supplémentaires. En d'autres termes, le soutien catalytique du Mécanisme mondial produit un effet multiplicateur en attirant peu à peu des investissements importants des gouvernements et de leurs partenaires du développement pour lutter contre la dégradation des terres et la pauvreté dans les pays touchés. Le Mécanisme mondial n'est pas censé être une source de financement exclusivement destinée à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. En fait, la plus grande partie des ressources consacrées à la lutte contre la dégradation des sols seront directement transférées aux gouvernements bénéficiaires et aux organisations de la société civile dans le cadre d'accords spécifiques de partenariat avec les organismes donateurs. Dans ce contexte, les ressources catalytiques du Mécanisme mondial ont contribué à faciliter l'exécution d'un certain nombre d'activités qui ont débouché sur la mobilisation de ressources provenant du FEM et du budget ordinaire prévu au titre de l'APD pour lutter contre la dégradation des terres en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Si les exemples concrets de l'effet multiplicateur des interventions du Mécanisme mondial ne manquent pas, le processus d'internalisation de la Convention au niveau des pays en est encore à un stade précoce, d'où la difficulté d'estimer les ressources financières nécessaires sur une période donnée. Dans un proche avenir, (c'est-à-dire d'ici à la fin 2001 pour certains pays touchés et 2002 pour de nombreux autres), le Mécanisme mondial sera en mesure d'aider les gouvernements qui le souhaitent à définir des objectifs réalistes en matière de mobilisation des ressources.

Les efforts consentis par le Mécanisme mondial pour mobiliser et acheminer des ressources correspondent à une approche à plusieurs volets impliquant un examen systématique des cadres dans lesquels s'inscrit la coopération entre les pays concernés et les organismes multilatéraux et bilatéraux afin de recenser les possibilités d'appui qu'offrent ces cadres aux PAN et aux PASR. Cette formule est appliquée au FIDA et il est prévu que sur un programme de prêts annuel s'établissant au total entre 400 et 450 millions de dollars É.-U., au moins 25 à 30 % pourraient être consacrés à des projets et programmes se rapportant directement aux objectifs de la Convention dans les pays concernés. Il est également admis que le Mécanisme mondial peut apporter un soutien aux divisions opérationnelles du FIDA pour mobiliser des dons et un financement du FEM respectivement destinés à la planification et à l'exécution des projets, afin de répondre à des préoccupations régionales ou mondiales en matière d'environnement, renforçant ainsi la durabilité environnementale des interventions du FIDA axées sur l'atténuation de la pauvreté. Le Mécanisme mondial fonctionne de la même manière avec d'autres institutions de financement dans le contexte d'un «plan de travail» au sein du Comité de facilitation. De même, l'inventaire qui a été entrepris des fondations privées fournira un point de départ pour identifier l'interface entre les domaines prioritaires des PAN et les orientations stratégiques de ces sources privées de financement.

L'approche à plusieurs volets s'accompagne également d'un appui aux pays parties touchés pour créer une réserve de programmes et de projets à financer par le FEM, sur la base des PAN. À plusieurs occasions, le Mécanisme mondial a contribué à susciter de nouvelles idées de projets et a permis de cofinancer l'établissement de notes conceptuelles financées par le FEM (PDF-A) suivi par des demandes de subventions pour la planification qui ont été approuvées (PDF-B). Le Mécanisme mondial était alors également chargé de mobiliser un cofinancement d'autres sources venant compléter les contributions du FEM. Ces expériences illustrent le potentiel qu'offre le Mécanisme mondial en tant que partenaire institutionnel s'acquittant de manière unique de la fonction conceptuelle consistant à aider les gouvernements à établir une passerelle entre d'une part les programmes d'action nationaux et les ateliers organisés par le FEM dans les pays et d'autre part l'élaboration du portefeuille de projets nationaux et transnationaux du FEM. En tant que telles, les interventions du Mécanisme mondial donnent de la valeur aux activités du secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial et des agents d'exécution du FEM.

Stratégie de communication

L'approche du Mécanisme mondial se fonde sur le même principe que celui qui a été adopté pour la mobilisation des ressources, c'est-à-dire qu'une convention multisectorielle appelle une démarche faisant intervenir des sources et des financements multiples. En d'autres termes, le Mécanisme mondial doit tirer parti des diverses stratégies de communication des parties intéressées par la Convention (gouvernements, organisations intergouvernementales,

institutions spécialisées, ONG, associations d'agriculteurs, etc.), pour faire en sorte que ces stratégies intègrent des messages destinés à promouvoir les objectifs de la Convention.

À partir de là, le Mécanisme mondial collaborera avec ses partenaires afin de formuler des messages précis s'adressant à des groupes cibles soigneusement identifiés par le biais d'outils de communication individuels ou communs selon les besoins (sites Web, CD-ROM, documentaires, publications, etc.), le but étant en dernière analyse de faciliter l'instauration de partenariats et de mobiliser des ressources.

Cette stratégie part du postulat que de nombreux défenseurs des terres arides bien intentionnés éprouvent beaucoup de mal à convaincre les Ministères des finances ou de la planification ou les donateurs que les investissements dans la mise en valeur des terres arides présentent un intérêt économique.

Et pourtant, il ressort des conclusions générales d'études à long terme sur la mise en valeur des terres arides que les populations vivant dans ces régions ont une remarquable capacité d'adaptation et ont réussi à accroître leurs revenus de manière durable et à faire face à pratiquement toutes les catastrophes naturelles. Cela a nécessité l'introduction dans les exploitations de techniques et d'activités à faibles risques et la recherche de sources de revenus non agricoles qui sont souvent mais pas toujours investis dans des activités agricoles. Il est évident qu'une économie agricole prospère est une condition préalable à la mise en valeur réussie des terres arides mais n'est pas en soi suffisante.

LES ACTIVITÉS FUTURES ET LES PROCHAINES ÉTAPES

Les pays parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification s'entendent de plus en plus sur l'importance que revêt le Mécanisme mondial en tant qu'institution qui pourrait permettre de rationaliser et d'améliorer l'affectation des ressources pour lutter contre la dégradation des terres dans le cadre d'une intervention multisectorielle. Les efforts consentis par le Mécanisme mondial pour s'acquitter de son mandat sont largement reconnus de même que ses responsabilités croissantes, comme en témoignent les conclusions et recommandations formulées par le coprésident à l'intention du Groupe de travail spécial chargé d'examiner la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Le Mécanisme continuera de faciliter, sur demande, le financement des programmes d'action nationaux mais étudiera également la possibilité d'utiliser d'autres relais institutionnels (institutions spécialisées ou organes intergouvernementaux). Parallèlement, il cherchera à mieux cibler les activités d'analyse et de conseil, que ce soit pour faire en sorte que le FEM participe davantage à la mise en œuvre de la Convention ou pour rechercher de nouvelles sources de financement. Enfin, il jouera un rôle d'intermédiaire en matière de renforcement des capacités et de constitution de réseaux pour le partage des connaissances.

Afin de tirer parti, au cours de l'exercice biennal 2000/2001, des résultats obtenus pendant les premiers 18 mois et de faire face aux nouveaux défis que pose la mise en œuvre de la Convention, il faut:

- Renforcer la mise en valeur des ressources humaines et l'organisation interne du Mécanisme de façon à pouvoir faire face à la demande de plus en plus importante d'assistance. Ce renforcement sera associé à un développement d'activités opérationnelles menées en collaboration (dans le cadre d'un «plan de travail») avec les partenaires intéressés;
- Faciliter, en collaboration avec les partenaires intéressés, l'organisation et le suivi des réunions de coordination sur l'instauration de partenariats et la mobilisation des ressources;
- Reproduire, avec les ajustements nécessaires, les partenariats prometteurs pour la mobilisation de ressources; créer au sein de la structure existante du Mécanisme un groupe restreint représentant le FEM pour améliorer la capacité de réaction du Mécanisme, compte tenu des nouvelles possibilités qui s'offrent de mobiliser les ressources du FEM (et un cofinancement parallèle) d'une manière plus prévisible;
- Explorer les moyens de donner suite à la décision 25/COP.1, annexe, paragraphe 8, qui recommande «d'accorder au Mécanisme mondial le statut d'observateur au Conseil du FEM»;
- Examiner les cadres de coopération avec les pays mis en place par les institutions multilatérales de financement et d'autres membres du Comité de facilitation du Mécanisme mondial, en vue d'accroître l'importance accordée à la dégradation des terres dans les divers portefeuilles des pays;
- Continuer d'appuyer les recherches menées en collaboration sous la direction du Mécanisme mondial sur les «exemples de réussites dans le domaine des terres arides», dans le cadre de la stratégie de communication du Mécanisme mondial pour la mobilisation des ressources et en tant que contribution à l'établissement de réseaux pour le partage des connaissances;
- Achever l'inventaire en cours des fondations privées et identifier l'interface entre leurs domaines d'action respectifs et les orientations stratégiques de la Convention ainsi que les moyens d'appuyer des activités et projets précis liés aux PAN dans certains pays et (sous) régions;
- Suivre les progrès réalisés (conformément à la recommandation formulée dans la décision 9/COP.3, par. 8) dans le cadre des négociations intergouvernementales pertinentes et poursuivre le dialogue avec les parties intéressées en vue d'étudier les moyens de mobiliser des ressources. Une attention toute particulière sera accordée à la suite donnée à la récente signature du Protocole de Kyoto et à l'exploration des possibilités qu'offrent, entre autres, l'échange des émissions de carbone et le Mécanisme pour un développement propre ainsi que le Fonds d'adaptation;
- Prendre parallèlement des mesures (comme demandé dans la décision 9/COP.3, par. 12) pour déterminer au juste les possibilités de débouchés économiques et commerciaux découlant de la Convention ou s'y rapportant;

- Élaborer un plan stratégique pour collaborer à des systèmes d'information avec chacun des membres du Comité de facilitation et les partenaires bilatéraux intéressés ainsi qu'avec le Comité d'aide au développement de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques.

Compte tenu de ce qui précède, il est essentiel que le montant du budget de base du Mécanisme mondial soit revu par la cinquième session de la Conférence des Parties – sans préjuger du versement de contributions volontaires – afin de répondre aux demandes de plus en plus nombreuses d'aide adressées au Mécanisme mondial et eu égard à la nécessité de saisir – grâce à l'effet multiplicateur du financement catalytique du Mécanisme mondial – les nouvelles possibilités de mobiliser des ressources pour les pays touchés.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	11
PREMIÈRE PARTIE: CADRE GÉNÉRAL ET LOGIQUE DES INTERVENTIONS DU MÉCANISME MONDIAL	11
A. Le Mécanisme mondial: principes directeurs et domaines d'intervention.....	11
B. La réduction de la pauvreté, objectif primordial du développement	13
C. Recentrage de la mise en œuvre de la Convention: contraintes et perspectives	13
DEUXIÈME PARTIE: APERÇU DES ACTIVITÉS DU MÉCANISME MONDIAL POUR 2001/2002	16
A. Collecte et diffusion d'informations	16
B. Analyses et conseils sur demande	17
C. Promotion de la coopération et de la coordination.....	18
D. Mobilisation et acheminement des ressources financières.....	22
E. Stratégie de communication: une approche pluridirectionnelle.....	25
TROISIÈME PARTIE: ASPECTS FINANCIERS ET INSTITUTIONNELS DU MÉCANISME MONDIAL	26
A. Organisation et ressources humaines	26
B. Contributions aux ressources financières du Mécanisme mondial	26
C. Procédures opérationnelles et administratives	27
QUATRIÈME PARTIE: L'AVENIR ET LES PROCHAINES ÉTAPES	28
<u>Annexes</u>	
I. Support to UNCCD implementation in East and Southern Africa	32
II. Support to UNCCD implementation in West and Central Africa.....	39
III. Support to UNCCD implementation in North Africa	45
IV. Support to UNCCD implementation in Asia	50
V. Support to UNCCD implementation in Latin America and the Caribbean	57
VI. Financial Information Engine on Land Degradation (FIELD)	65
VII. List of acronyms.....	68

INTRODUCTION

Le Directeur général du Mécanisme mondial soumet le présent rapport à la cinquième session de la Conférence des Parties au nom du Président du Fonds international de développement agricole (FIDA), conformément aux dispositions pertinentes (art. III.B, annexe 1) du Mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties et le FIDA, en tant qu'institution chargée d'accueillir le Mécanisme mondial.

Le rapport porte sur l'exercice biennal 2000/2001, ce qui permet de replacer les interventions du Mécanisme mondial dans leur contexte. Il contient non seulement un compte rendu des actions menées par le Mécanisme depuis la quatrième session de la Conférence des Parties, mais également un rappel des activités réalisées au cours des neuf premiers mois de 2000 (qui ont déjà été examinées dans le rapport du Mécanisme mondial à la quatrième session de la Conférence des Parties), ainsi qu'une présentation des activités prévues jusqu'à la fin de l'année civile 2001.

PREMIÈRE PARTIE: CADRE GÉNÉRAL ET LOGIQUE DES INTERVENTIONS DU MÉCANISME MONDIAL

A. Le Mécanisme mondial: principes directeurs et domaines d'intervention

Principes directeurs

Selon la définition de la Convention, on entend par désertification «la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines». Compte tenu du caractère multisectoriel des interventions requises pour remédier aux problèmes de dégradation des terres et de la diversité des sources de financement à mettre à contribution à cet effet, le Mécanisme mondial a été créé en vue d'aider à rationaliser l'affectation des ressources et à mobiliser des moyens de financement supplémentaires selon les besoins.

Les plans d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux (PAN, PASR et PAR) fournissent le cadre de la mise en œuvre de la Convention sur la désertification. Conformément à cet instrument, les plans doivent être étroitement liés aux autres initiatives tendant à formuler des politiques en faveur d'un développement durable. Autrement dit, la question de la désertification est intimement liée au processus de développement lui-même. À cet égard, une attention particulière est accordée à tous les aspects du développement rural durable et à l'atténuation de la pauvreté, notamment à l'accès aux ressources naturelles, à la maîtrise de ces ressources, à l'appui aux autres moyens de subsistance en milieu rural et à l'accès à l'infrastructure et aux services socioéconomiques.

Dans cette perspective, il faut comprendre que le Mécanisme mondial est non pas un fonds centralisé (faisant double emploi avec les sources et mécanismes de financement déjà en place), mais une institution de courtage qui permet de rationaliser l'attribution des ressources et, si nécessaire, de mobiliser des ressources financières supplémentaires. Ce processus suppose la mise à contribution des instruments de financement traditionnels des organismes bilatéraux et multilatéraux de coopération au développement ainsi que des ressources du FEM et d'autres sources de financement.

En vertu des principes directeurs qui sous-tendent l'utilisation des ressources à vocation catalytique dont dispose le Mécanisme mondial, et qui sont énoncés dans la décision 25/COP.1, le Mécanisme mondial devrait:

- Répondre aux besoins et aux priorités des Parties à la Convention;
- Ne pas faire double emploi avec les mécanismes et institutions existants, mais les renforcer;
- Être économe en ressources et faire preuve d'efficacité, en s'appuyant sur d'autres institutions, y compris sur l'organisation qui l'accueille, et avoir accès aux moyens et aux installations de l'ensemble du système des Nations Unies;
- Être neutre et universel dans son fonctionnement.

Domaines d'intervention

La logique des interventions du Mécanisme mondial, qui agit à la demande des gouvernements et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernés, est la suivante:

- Aider à coordonner la mobilisation des ressources nécessaires à la formulation et à l'application des programmes d'action nationaux. À cette fin, ces programmes sont harmonisés et coordonnés avec les stratégies pertinentes des États aux niveaux sectoriel ou national ainsi qu'avec les programmes d'assistance ordinaire des organismes de coopération technique et financière;
- Faciliter la concertation en vue de mobiliser les ressources nécessaires à l'élaboration et/ou l'application des programmes d'action régionaux et sous-régionaux, en accordant une attention particulière aux questions liées aux écosystèmes transfrontières, au brassage des expériences et à l'harmonisation des politiques;
- Contribuer à la conception de modes de coopération novateurs avec les organisations non gouvernementales et favoriser la mobilisation des parties prenantes et la coordination de leurs activités en vue du transfert de technologie, de l'intégration des connaissances traditionnelles et de la gestion de l'information;
- Dresser, conformément aux dispositions de la Convention et aux décisions 24/COP.1, 25/COP.1 et 9/COP.3, un inventaire des programmes bilatéraux et multilatéraux de coopération ainsi que des autres sources et voies de financement de la mise en œuvre de la Convention qui existent déjà. Cet inventaire est à l'étude sous la forme d'un mécanisme de gestion décentralisée des connaissances, le système d'information financière sur la dégradation des sols (FIELD), qui comprend une base de données sur les pratiques optimales, les projets et les besoins financiers des pays en développement parties touchées en ce qui concerne la mise au point de programmes d'action ou d'autres activités liées à l'application de la Convention.

B. La réduction de la pauvreté, objectif primordial du développement

Une des idées maîtresses de la Convention sur la désertification est que la dégradation des terres est à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté rurale. Par conséquent, l'engagement renouvelé à l'échelle planétaire en faveur de l'atténuation de la pauvreté – qu'atteste la Déclaration du Millénaire faite en septembre 2000 sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies par des dirigeants venus du monde entier – offre d'encourageantes perspectives pour la mise en œuvre de la Convention dans les pays parties touchés, un lien étant ainsi établi entre les plans d'action nationaux et les stratégies de réduction de la pauvreté.

Les organismes tant bilatéraux que multilatéraux de développement considèrent la réduction de la pauvreté comme un des objectifs majeurs de leurs interventions respectives. Cependant, il reste très difficile de mobiliser des ressources pour lutter contre la dégradation des terres, vu la diminution globale de l'aide publique au développement (APD) et – pire encore – la réduction de la part de l'APD consacrée à l'agriculture et au développement rural.

Face à ces contraintes, le Mécanisme mondial a adopté au cours des deux dernières années, conformément à son mandat, une stratégie opérationnelle visant à:

- Intégrer les objectifs des PAN relatifs à la lutte contre la désertification dans les mécanismes de planification et les procédures budgétaires ordinaires des gouvernements ainsi que dans le cycle normal de programmation des bailleurs de fonds;
- Étudier les possibilités de recourir à des ressources nouvelles et supplémentaires en sus des modalités classiques de financement par l'APD et des mesures d'allègement de la dette, en privilégiant le FEM, le secteur privé (fondations et entreprises) et les organisations non gouvernementales, ainsi que d'autres possibilités de financement et d'assistance technique par le biais d'une coopération décentralisée.

À cet effet, le Mécanisme mondial a fait appel à ses propres ressources pour établir des partenariats et exercer un effet multiplicateur susceptible de déboucher à terme sur d'importants investissements permettant de lutter contre la dégradation des terres et la pauvreté dans les pays touchés.

C. Recentrage de la mise en œuvre de la Convention: contraintes et perspectives

Comme le montre clairement l'expérience récente de la mise en œuvre de la Convention dans diverses régions, les possibilités de mobilisation effective des ressources sont, entre autres, tributaires des facteurs suivants:

- Aptitude des gouvernements concernés à intégrer les multiples aspects de la dégradation des terres dans les processus de planification du développement national et sectoriel et les cycles budgétaires correspondants. Cela permettrait de sortir le PAN du «recoin» des activités purement écologiques et d'établir ainsi des liens opérationnels entre les plans d'action de la Convention et d'autres structures pertinentes (atténuation de la pauvreté, développement agricole, allègement de la dette, etc.);

- Coordination entre les orientations stratégiques des PAN visant à lutter contre la désertification, d'une part, et de l'autre, les cadres d'intervention et cycles de programmation respectifs des partenaires de développement en vue d'apporter un appui aux secteurs prioritaires des PAN dans le cadre des interventions en cours ou prévues des bailleurs de fonds. Ce processus d'internalisation – l'expérience récente le montre – constitue un défi non seulement pour les pays en développement parties touchés, mais également pour les pays développés parties, comme l'a constaté l'OCDE dans un examen de l'intégration des conventions relatives à l'environnement;
- Établissement de liens opérationnels entre les PAN et les PASR en vue de traiter des questions telles que la gestion durable des écosystèmes transfrontières, qui débordent le cadre des programmes nationaux. Ce lien permettrait également de tirer parti de moyens de financement mondiaux ou régionaux qui, sans cela, ne seraient sans doute pas disponibles;
- Coordination effective entre la Convention sur la désertification et d'autres instruments relatifs à l'environnement, notamment la Convention sur la diversité biologique et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et moyens de conférer à cette coordination un caractère opérationnel.

Il faudra beaucoup de temps pour intégrer les objectifs de la Convention sur la désertification aux processus pertinents tant du côté de la demande que de l'offre (à savoir les gouvernements et les partenaires de développement, respectivement), établir des passerelles entre les PAN et les PASR sur le plan opérationnel et créer des effets de synergie entre les interventions opérées aux niveaux national et sous-régional au titre des différentes conventions (relatives à la désertification, à la diversité biologique et au changement climatique). L'inertie administrative qui peut dans certains cas entraver un tel processus est accentuée par la faiblesse des moyens institutionnels qui se manifeste, au niveau des pays, dans les domaines suivants:

- Articulation des PAN et des PASR, fondée sur une analyse globale des causes profondes de la désertification (autrement dit les contextes socioéconomique, directif et institutionnel qui favorisent la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, du fait de facteurs climatiques et des stratégies de survie des utilisateurs de ressources naturelles);
- Mise en évidence des obstacles d'ordre directif et institutionnel, ainsi que des insuffisances en matière d'investissement;
- Élaboration de mesures correctives appropriées, qu'il s'agisse d'améliorer ou d'harmoniser les politiques, de coordonner ou de transformer les structures institutionnelles, ou de soutenir les investissements sur le terrain.

Faute de moyens suffisants de coordination et de mécanismes efficaces aux échelons national et sous-régional, il y a souvent des décalages ou, au contraire, des chevauchements entre les interventions des donateurs, notamment en matière de renforcement des capacités, en dépit des multiples programmes et réseaux de formation déjà en activité dans les différentes régions.

L'impression générale (en particulier parmi les organismes chargés de coordonner la mise en œuvre de la Convention) est que l'insuffisance des ressources financières et techniques freine

considérablement l'application des PAN et des PASR. À l'inverse, les départements opérationnels ou les représentations locales des partenaires de développement s'occupant des pays touchés soulignent que les propositions d'investissement liées aux PAN pourraient tirer parti des ressources de l'APD si elles étaient dûment inscrites sur la liste des interventions prioritaires négociées par les filières gouvernementales. Autrement dit, une concertation plus intensive s'avère nécessaire à tous les échelons. Assumant son rôle d'intermédiaire, le Mécanisme mondial n'a cessé d'encourager un tel processus.

Dans ce contexte, la session du Groupe de travail spécial chargé d'examiner la mise en œuvre de la Convention, qui s'est tenue en mars/avril 2001, a fourni une occasion des plus utiles d'organiser des échanges de vues entre les centres de liaison responsables de la mise en œuvre de la Convention dans les pays en développement et les pays développés parties au sujet des progrès réalisés dans la planification des interventions et des freins à la mobilisation des ressources.

Les résultats de la session du Groupe de travail spécial confirment les conclusions des consultations sous-régionales et régionales sur les démarches envisageables en matière de partenariats et de mobilisation des ressources, que le Mécanisme mondial a financées en 2000 en Afrique (Mombasa, Alger), en Asie (Bangkok) et en Amérique latine (El Salvador). Ces consultations ont été organisées en collaboration avec le secrétariat de la Convention et d'autres membres du Comité de facilitation du Mécanisme mondial ainsi que des organisations (sous-)régionales compétentes, conformément à une décision prise par la Conférence des Parties à sa troisième session.

Cela étant, force est de reconnaître que les besoins propres à un pays donné ne peuvent être pris en compte que dans le cadre d'une concertation à l'échelon national entre les services gouvernementaux concernés (c'est-à-dire non seulement les organismes chargés de coordonner la mise en œuvre de la Convention, mais également les services responsables de la planification, du financement et de la coopération technique, ainsi que les départements techniques compétents).

Dans de nombreux pays, le PAN en est au stade de l'élaboration; dans d'autres, il a déjà été mis au point et les organes nationaux de coordination envisagent désormais les aspects financiers et opérationnels du passage de la planification à l'action proprement dite. En ce qui concerne la mise en œuvre de projets s'inscrivant dans le cadre d'un PAN, il est donc prématuré de s'attacher à en évaluer – ne serait-ce que de façon préliminaire – à la fois l'impact (le projet a-t-il atteint ses objectifs en matière de développement?), l'efficacité (les avantages sont-ils supérieurs aux coûts, après actualisation?) et la pérennité (les avantages sont-ils susceptibles de perdurer au-delà de la durée de vie du projet?).

Tout en envisageant des moyens d'obtenir des ressources nouvelles et additionnelles pour mettre en œuvre la Convention (comme le prévoit celle-ci, en faisant appel au FEM et à d'autres mécanismes novateurs), il faudrait également veiller à ce que les projets liés aux PAN soient élaborés et exécutés de façon judicieuse. L'expérience acquise en matière de projets de gestion des ressources naturelles (y compris la lutte contre la dégradation des terres) antérieurs à la Convention donne à penser que le bon déroulement d'un projet et l'affectation en temps voulu des fonds correspondants peuvent susciter une action en retour suffisamment positive pour permettre à la Convention d'absorber encore plus de ressources financières provenant tant de l'APD que de sources locales.

DEUXIÈME PARTIE: APERÇU DES ACTIVITÉS DU MÉCANISME MONDIAL POUR 2001/2002

Un certain nombre de pays ont bénéficié de l'aide technique ou financière du Mécanisme mondial en 2000/2001 (Algérie, Argentine, Burkina Faso, Chili, Chine, Cuba, Égypte, Éthiopie, Haïti, Inde, Iran, Mali, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Ouganda, Pakistan, République démocratique du Congo, Sénégal, Tunisie et Zimbabwe), de même que les pays d'Asie centrale. L'assistance accordée par le Mécanisme mondial se rapporte à l'élaboration ou à la mise en œuvre des PAN dans les pays susmentionnés, ou de PASR dans diverses sous-régions (Afrique de l'Ouest et de l'Est et Afrique australe, Afrique du Nord, Asie de l'Ouest et Asie centrale, Amérique latine et Caraïbes). On trouvera dans les annexes au présent rapport des précisions sur la portée et les modalités des interventions du Mécanisme mondial aux niveaux national, sous-régional et régional.

Compte tenu des fonctions qui lui ont été attribuées par la Conférence des Parties, et à la lumière du premier examen de ses politiques, modalités de fonctionnement et activités, les mesures prises par le Mécanisme mondial pour donner suite aux demandes de plus en plus nombreuses d'assistance ont évolué comme suit:

- Collecte et diffusion d'informations;
- Analyses et conseils sur demande;
- Promotion d'initiatives permettant de coopérer et d'assurer une coordination;
- Moyens de faciliter la mobilisation et l'acheminement des ressources financières.

La façon dont le Mécanisme mondial s'est acquitté de ces fonctions est décrite ci-après.

A. Collecte et diffusion d'informations

Le système d'information financière sur la dégradation des sols (FIELD) du Mécanisme mondial devient progressivement un mécanisme de gestion participative et décentralisée des connaissances permettant de soutenir le processus de mobilisation des ressources en vue de la mise en œuvre de la Convention.

L'utilité, la valeur et l'efficacité du système FIELD sont attestées par l'intérêt croissant manifesté par les institutions, professionnels et décideurs de pays en développement touchés et de leurs partenaires de développement. Les activités pilotes visant à mettre à l'essai et à étoffer ce système commencent à produire des résultats concrets que le Mécanisme mondial s'est attaché à faire connaître et qui sont désormais du domaine public.

Le Mécanisme mondial poursuit ses efforts tendant à mettre pleinement en œuvre et entretenir le système FIELD et, au moyen de ce système, à encourager l'adoption de pratiques rentables de partage des connaissances entre les parties prenantes. Il est donc prévu d'accorder une plus grande attention à l'analyse des ressources, en vue d'étoffer et de rendre plus prévisibles les échanges de ressources susceptibles de servir les intérêts de la Convention. En l'occurrence, le Mécanisme mondial entend suivre de près les progrès réalisés dans les négociations intergouvernementales sur des questions qui touchent à la dégradation des sols.

B. Analyses et conseils sur demande

Pour faire réellement concorder l'offre et la demande d'investissements dans le secteur de la lutte contre la dégradation des terres, il s'agit de bien comprendre les processus entrepris et les produits qui en résultent – tant au niveau des États que des partenaires de développement – dans le cadre des efforts ayant pour objet d'intégrer les objectifs de la Convention aux principaux domaines d'activité.

En prévision des consultations régionales et sous-régionales sur les démarches envisageables en matière de mobilisation des ressources, et en réponse à des demandes précises des gouvernements tendant à réorienter l'assistance du Mécanisme mondial pour passer de la planification (PAN) à l'action proprement dite (investissements au niveau local), le Mécanisme mondial a entrepris en 2000/2001 diverses activités d'appui en collaboration avec les membres de son Comité de facilitation. Il s'est notamment employé à:

- Déterminer s'il y avait une cohérence entre i) le champ d'application des PAN, ii) les dispositions de la Convention sur la désertification en tant qu'instrument de développement durable dans les zones touchées, iii) les plans gouvernementaux ou nationaux et iv) les cadres d'assistance des pays donateurs. Dans les pays où, pour diverses raisons, le descriptif du PAN repose sur une conception étroite de la désertification et consiste pour l'essentiel en un plan de travail établi par l'organe de coordination compétent, ce type d'évaluation offre la possibilité d'élargir la perspective du PAN et, partant, d'étendre les possibilités de mobilisation de ressources;
- Évaluer les besoins de renforcement des capacités (pour lever les obstacles à l'intégration du PAN aux principaux domaines d'activité, comme on l'a vu ci-dessus) et recenser les possibilités d'y répondre au moyen de programmes, de réseaux et d'initiatives déjà en place ou à prévoir dans ce domaine. De telles activités sont déjà bien avancées en Afrique australe sous l'égide de la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC), agissant en qualité d'organe de coordination du PASR. À cet égard, une attention particulière est accordée à l'établissement de liens avec l'Initiative pour le renforcement des capacités (IRC) soutenue par le FEM, qui fait expressément état de la dégradation des terres, ainsi que d'autres initiatives multilatérales et bilatérales pertinentes. Un groupe de travail comprenant la SADC, trois pays membres et les partenaires de développement intéressés a été créé à cet effet;
- Diagnostiquer les causes premières de la désertification en vue de jeter les bases d'un vaste programme d'action (prévoyant notamment une réforme ou une harmonisation des politiques, une transformation ou une coordination des moyens institutionnels et un ensemble d'investissements de base). Compte tenu de ce diagnostic, les questions de politique et d'ordre institutionnel seront portées à l'attention des instances consultatives pertinentes faisant intervenir les pouvoirs publics et les partenaires de développement (notamment celles qui s'occupent de la stratégie de réduction de la pauvreté, des accords d'allègement de la dette, de la programmation par pays du FEM, etc.). En même temps, l'ensemble requis des projets prioritaires d'investissements de base liés au PAN sera aligné sur le cycle ordinaire de programmation des bailleurs de fonds ou porté à leur attention par l'intermédiaire de mécanismes décentralisés de coopération. Au cours de l'année écoulée, le Mécanisme mondial, en collaboration avec le secrétariat de la Convention, s'est appliqué

à faciliter ce processus en Chine, en concertation avec l'Administration publique des forêts et avec l'appui de partenaires de développement, dont la BASD, le PNUD, la Banque mondiale, le FIDA et les partenaires bilatéraux traditionnels de la Chine;

- Procéder à l'examen comparatif des priorités d'investissement recensées dans le PAN et des interventions en cours ou prévues des partenaires de développement au niveau du pays. Cette opération a été entreprise au Mali à la suite d'une table ronde organisée en 1999 par le Gouvernement, au cours de laquelle des donateurs ont signalé qu'ils souhaitaient continuer d'apporter leur appui aux secteurs considérés comme prioritaires au titre de la Convention sur la désertification (maîtrise de l'eau, gestion des ressources naturelles, système d'information sur l'environnement et assainissement, notamment);
- Établir des profils des donateurs et encourager l'élaboration de bases de données aux niveaux sous-régional et national en vue de faire concorder l'offre et la demande de ressources. Parmi les informations qui s'avèrent utiles à cet égard, il convient de mentionner les orientations stratégiques respectives des donateurs aux échelons national ou (sous-)régional, les liens avec la lutte contre la dégradation des sols, les ressources financières requises et les types de programmes concernés. Le Mécanisme mondial est intervenu par exemple dans l'établissement de profils des donateurs en Afrique de l'Est, de l'Ouest, du Nord et en Afrique australe ainsi qu'en Asie, et dans l'appui apporté au Réseau d'information sur la lutte contre la désertification et la sécheresse en Amérique latine et dans les Caraïbes (DESELAC), en prévision des ateliers sous-régionaux et régionaux organisés en 2000/2001 au sujet des approches envisageables en matière de partenariats et de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de la Convention (décision 9/COP.3, par. 11);
- Analyser, à la lumière des examens comparatifs, les insuffisances de l'investissement et les éventuels mécanismes de financement requis pour y remédier, grâce à la reconfiguration des programmes existants ou à de nouveaux engagements conformes au prochain cycle de programmation des donateurs. À cet égard, la création de fonds relatifs à la désertification au niveau national ou local est envisagée au Burkina Faso, au Sénégal et dans d'autres pays, parmi les nombreuses options possibles pour financer les programmes de développement local.

C. Promotion de la coopération et de la coordination

Le Mécanisme mondial favorise la coopération et la coordination dans ses alliances stratégiques avec plusieurs institutions aussi bien dans le cadre de leurs différentes stratégies internes qu'au plan des activités aux niveaux national et (sous-)régional. Les principaux partenaires avec lesquels le Mécanisme mondial a entrepris d'établir des partenariats stratégiques sont ceux de son Comité de facilitation (FIDA, PNUD, Banque mondiale, secrétariat de la Convention, secrétariat du FEM, FAO, PNUE et banques régionales de développement: BASD, BAfD et BID); les organisations (sous)-régionales dotées d'un mandat spécifique et/ou portant un intérêt particulier à la Convention; les institutions du GCRAI; les organismes bilatéraux; et la communauté des ONG.

Le Mécanisme mondial a adopté une stratégie qui encourage un processus d'«engagement constructif» entre toutes les parties intéressées. Ce processus réunit les pays développés Parties,

les institutions multilatérales, les pays touchés Parties et la société civile pour forger une conception commune de la lutte contre les problèmes des terres arides. Sont organisées, à cet effet, des missions conjointes avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux afin d'évaluer les besoins d'un pays ou d'une sous-région donnés et d'engager un dialogue avec les ministères concernés et la société civile au niveau national. Ces toutes premières activités servent à faciliter l'échange d'informations, à relever les doubles emplois au niveau de la programmation des donateurs, à déterminer dans quelle mesure l'environnement est porteur et à valoriser la Convention au niveau national. Elles fournissent également les éléments nécessaires à la définition d'interventions complémentaires au niveau des programmes et à recenser les domaines nécessitant un investissement conséquent. En Tunisie, par exemple, ce processus continu conduit à l'intégration du Programme d'action national dans le dixième Plan de développement national en tant que programme prioritaire que les organismes de financement pourront par conséquent financer par les canaux déjà en place.

La portée et les modalités de la coopération du Mécanisme mondial avec certains de ses alliés stratégiques sont illustrées ci-après.

Le Comité de facilitation: Le Comité de facilitation du Mécanisme mondial rassemble des représentants d'un certain nombre d'organismes multilatéraux, conformément aux dispositions de la Convention et aux décisions de la Conférence des Parties à ses différentes sessions, afin de renforcer, de façon concertée, l'appui de ces organismes à la mise en œuvre de la Convention. En sus des tout premiers membres – FIDA, PNUD et Banque mondiale – le Comité de facilitation comprend désormais le secrétariat de la Convention, le secrétariat du FEM, le PNUE, la FAO et les banques régionales de développement (BAsD, BAfD et BID).

En 2000-2001, les réunions du Comité de facilitation sont devenues une instance d'échange de vues sur des questions de fond liées au bilan et à l'orientation des interventions du Mécanisme mondial ainsi que sur les initiatives pertinentes intéressant les membres du Comité (par exemple la Stratégie de communication du Mécanisme mondial, l'Initiative de gestion intégrée des terres et des eaux pour l'Afrique, le suivi du Groupe de travail spécial sur les examens des PAN, la préparation de la conférence «Rio plus 10»). Le Comité de facilitation est aussi le lieu de lancement d'idées nouvelles sur la coordination, dont l'adoption «d'un plan d'activités» (fondé sur une dynamique stratégique mettant à profit, notamment, les avantages des différentes institutions concernées). Dans le même temps, le Mécanisme mondial a la possibilité de valoriser les travaux des départements opérationnels des institutions membres du Comité de facilitation, particulièrement les institutions de financement multilatérales, de plusieurs manières, notamment:

- En fournissant une aide aux gouvernements intéressés – en consultation avec les divisions régionales des institutions de financement multilatérales – afin de concevoir des idées de projets tenant compte des priorités fixées dans le cadre des plans d'action nationaux que ces institutions pourraient vouloir financer le moment venu dans le cadre de leurs programmes de coopération nationaux ou au titre de leurs filières de projets;
- En collaborant avec les divisions opérationnelles des institutions de financement multilatérales en vue de cerner, et de tenter de résoudre, dans une optique régionale – c'est-à-dire par l'intermédiaire des programmes d'action (sous)-régionaux (PA(S)R) de la Convention – certains problèmes appelant des interventions au-delà du champ des

projets à vocation locale qui sont financés par ces institutions. C'est le cas de la gestion durable des écosystèmes transfrontières (y compris les bassins versants, parcours, zones montagneuses et ressources forestières partagés), qui exige le plus souvent une harmonisation des politiques et une coordination institutionnelle au niveau sous-régional;

- En facilitant l'instauration de relations de partenariat et la mobilisation d'autres ressources supplémentaires pour compléter l'assistance financière (c'est-à-dire les prêts et subventions) fournie par les institutions de financement multilatérales aux pays et organisations concernés. Cette passerelle que le Mécanisme mondial peut jeter entre les partenaires en tant qu'agent de liaison – ou courtier honnête – sert non seulement à définir les possibilités qui peuvent s'offrir de cofinancer des projets lancés par les institutions de financement multilatérales, mais aussi à compléter les interventions qui dépassent normalement le mandat ou les ressources d'une institution particulière et qui présentent un potentiel de valeur ajoutée certain.

Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI): suite à la décision 25/COP.1 et fortement encouragé à cet effet par la Banque mondiale en tant que présidente du Groupe consultatif, le Mécanisme mondial a entrepris en 2001 d'étudier les possibilités de collaboration avec les institutions du GCRAI. À cet égard, le Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA) et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) ont été invités à présenter à la huitième session du Comité de facilitation du Mécanisme mondial des communications sur des sujets d'intérêt commun (par exemple les contributions techniques aux processus PAN/PASR et le rendement des investissements dans les terres arides). Le suivi de ces discussions sera assuré tant à l'échelon local qu'au niveau thématique, l'ICARDA servant de coordonnateur. Les institutions du GCRAI qui pourraient être sollicitées à ce stade sont, notamment, l'ICARDA, l'Institut international d'agriculture tropicale (IIAT), l'IFPRI, l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) et l'Institut international des ressources phytogénétiques.

Organismes bilatéraux: De façon générale, les partenaires bilatéraux sont acquis au Mécanisme mondial en tant qu'arrangement institutionnel novateur pouvant contribuer à rationaliser et, au besoin, accroître le flux de ressources pour lutter contre la dégradation des terres. Ce soutien est attesté par les contributions volontaires apportées aux ressources à vocation catalytique du Mécanisme mondial par des pays développés Parties (Allemagne, Canada, Danemark, Norvège, Suède et Suisse) pour l'exercice biennal 2000-2001. Dans le cadre de ses fonctions, le Mécanisme mondial s'attache aussi à établir un dialogue constant avec les organismes bilatéraux, tant au siège que sur le terrain, sur des questions techniques.

Suite à des réunions tenues durant l'intersession de la COP, le Mécanisme mondial a collaboré avec les centres de liaison de la Convention localisés au siège, généralement sur des points liés à l'intégration de l'action menée dans le cadre des conventions d'environnement et aux synergies entre ces instruments. Sur le terrain, le Mécanisme mondial a noué des contacts avec les représentants locaux des organismes bilatéraux afin de renforcer la relation entre les PAN/PASR d'une part et, d'autre part, les priorités stratégiques et les portefeuilles ou filières de projets et programmes correspondants des donateurs. En sont des exemples concrets les partenariats stratégiques entre le Mécanisme mondial et les organismes bilatéraux destinés à appuyer les PASR en Afrique australe et en Asie centrale et à recenser les sources de

financement, existantes ou potentielles, en faveur de la Convention, dont les institutions d'aide publique au développement, les fondations privées et les mécanismes d'échange de droits d'émission du carbone. Cependant, l'expérience acquise au cours des deux années écoulées donne à penser que le processus d'intégration – et ses conditions préalables, à savoir le travail de sensibilisation, l'établissement de liens stratégiques, la coordination entre les institutions et la mise en place de systèmes d'information – reste une gageure non seulement pour les pays en développement, mais aussi pour les pays développés Parties à la Convention.

À cet égard, les relations de collaboration que le Mécanisme mondial entretenait auparavant avec le secrétariat du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE ont été très encourageantes et se sont soldées, notamment, par une contribution à l'élaboration de lignes directrices du CAD sur la réduction de la pauvreté. Comme l'a noté précédemment le Mécanisme mondial dans des rapports présentés à la Conférence des Parties, il serait extrêmement utile de mettre en place un mécanisme analogue au Comité de facilitation qui serait chargé de favoriser une interaction plus systématique entre le Mécanisme mondial et la communauté des bailleurs de fonds bilatéraux. Les modalités d'une telle interaction seront étudiées par le Mécanisme mondial.

Organisations régionales: Conformément aux objectifs initiaux de la Convention, le rôle de certaines organisations sous-régionales en vertu de cet instrument serait triple:

- Coordonner les programmes d'action sous-régionaux dans les zones géographiques pertinentes;
- Servir de relais aux partenaires du développement pour appuyer le processus de programmation des PAN dans les pays membres;
- Fournir une instance sous-régionale de dialogue politique et d'échange des données d'expérience acquises dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention.

L'avantage que présente la collaboration avec certaines organisations sous-régionales (collaboration qu'il y a lieu de renforcer à cet effet) est qu'elle offre la possibilité de travailler de manière intégrée dans les différents départements gouvernementaux, et à différents niveaux, depuis le personnel technique jusqu'aux décideurs et autorités politiques. C'est le cas, par exemple, du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en Afrique de l'Ouest, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en Afrique de l'Est, de l'Union du Maghreb arabe (UMA) en Afrique du Nord et de la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) en Afrique australe.

C'est dans ce contexte qu'une réunion de consultation des parties prenantes au niveau sous-régional, qui a rassemblé des représentants des ministères des finances, de la planification, de l'agriculture et de l'environnement, sous l'égide de la SADC, a été organisée pour définir les grandes lignes du plan de marche pour la mise en œuvre de la Convention aux niveaux national et sous-régional. Il en est issu l'ébauche d'un cadre de partenariat pour lutter contre la dégradation des terres et la pauvreté (couvrant des questions politiques et institutionnelles et un ensemble fondamental d'investissements, dont un portefeuille de projets de gestion des écosystèmes transfrontières). Ce cadre serait soutenu par un mécanisme financier sous-régional

dont les capitaux de lancement proviendraient du Mécanisme mondial et par une assistance technique de la Plate-forme multidonateurs de la SADC (Banque mondiale, FIDA, Union européenne, FAO, France, Japon) et l'Office allemand de la coopération technique (GTZ). L'établissement d'un mécanisme analogue pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest est à l'étude sous l'égide de l'IGAD et du CILSS/CEDEAO, respectivement. Le Mécanisme mondial collabore par ailleurs activement avec l'UMA à la mise en œuvre du PASR nord-africain.

Collaboration avec les ONG: comme cela a été notifié précédemment à la quatrième session de la Conférence des Parties, une priorité élevée est accordée à la mise à contribution de la société civile à l'application de la Convention. À cet effet, le Mécanisme mondial a mis au point une initiative spéciale d'appui aux ONG, le Programme communautaire d'échange et de formation, cadre de partenariat qui vise à renforcer les capacités au niveau local et à assurer la participation systématique des ONG aux niveaux national et sous-régional. Le principal partenaire du Mécanisme mondial est le Réseau international d'ONG sur la désertification (RIOD).

Le premier projet à être appuyé par le Mécanisme mondial dans ce cadre – avec un cofinancement de la Banque mondiale – était une opération pilote d'échange de communauté à communauté faisant intervenir des planteurs de thé en Afrique du Sud, facilitée par une ONG locale, le Environmental Monitoring Group. Cette opération, menée en 2000, a permis non seulement d'améliorer l'accès de la communauté invitée aux marchés d'exportation, mais aussi d'amorcer des effets de démonstration encourageants, dont la reproduction, par la Banque mondiale, de ce modèle d'échange en Tanzanie et au Kenya «pour que les communautés locales mettent en commun les modes de traitement par les plantes des personnes séropositives ou atteintes du sida», avec un financement de la Suisse. Le Mécanisme mondial a également approuvé un financement en faveur de programmes analogues d'échange de communauté à communauté en Amérique latine (Pérou) et en Asie (Pakistan).

La mise en œuvre du Programme d'échange et de formation communautaire se heurte surtout au problème de l'administration des petites subventions et du contrôle des activités sur le terrain. À cette fin, le Mécanisme mondial s'emploie à mettre au point des mémorandums d'accord avec les organismes spécialisés capables d'accomplir ces tâches tout en rattachant ce programme à leurs projets pertinents liés aux activités des ONG et des communautés.

D. Mobilisation et acheminement des ressources financières

Le Mécanisme mondial a utilisé ses propres ressources (contributions volontaires de certains gouvernements et institutions de développement) pour stimuler la formation de partenariats, le but étant de mobiliser davantage de ressources financières. En d'autres termes, l'appui catalytique du Mécanisme mondial a, par un effet de levier, un pouvoir multiplicateur permettant, à terme, de susciter un investissement substantiel de la part des gouvernements et de leurs partenaires de développement afin de lutter contre la dégradation des terres et la pauvreté dans les pays touchés. Le Mécanisme mondial est perçu autrement que comme une source de financement unique pour la mise en œuvre de la Convention: le plus gros des ressources nécessaires aux investissements dans le secteur de la lutte contre la dégradation des terres sera transféré directement aux gouvernements et organisations de la société civile bénéficiaires, au moyen d'accords de partenariat spécifiques conclus avec les organismes donateurs. À cet égard, les ressources à vocation catalytique du Mécanisme mondial ont contribué à faciliter un certain

nombre d'activités autorisant une mobilisation des ressources au bénéfice de la lutte contre la dégradation des terres en Afrique, en Asie et en Amérique latine, activités qui ont consisté, notamment, à:

- Cofinancer et faciliter l'organisation d'ateliers sous-régionaux de parties prenantes en Afrique de l'Ouest (Fouta Djallon, Niger/Nigéria) qui ont abouti à l'octroi de deux subventions du FEM au titre de la planification (PDF-B) en 2000-2001, dans la perspective de deux projets qui seront financés par le FEM en 2003;
- Engager et/ou appuyer l'élaboration de cadres de partenariat aux niveaux national (par exemple en Chine avec la BAsD), sous-régional et régional (par exemple en Amérique latine et Caraïbes avec le FIDA et la BID) qui serviront de références pour la mise au point de filières de projets devant être financés par les organismes multilatéraux et bilatéraux pertinents;
- Appuyer – ou, dans certains cas, engager – l'élaboration de cadres de partenariat aux niveaux national (par exemple en Chine), sous-régional et régional (en Amérique latine et Caraïbes, par exemple), qui serviront de référence pour la mise au point de filières de projets devant être appuyés par les organismes de financement multilatéraux et bilatéraux pertinents;
- Création et cofinancement conjoints, avec la Banque asiatique de développement, d'une subvention du Programme régional d'assistance technique aux pays asiatiques pour combattre la dégradation des terres et la pauvreté en Asie. Ce Mécanisme vise à aider les gouvernements à lever les obstacles, reconnus, à la mise en œuvre intégrée de la Convention et à préparer les éléments nécessaires à la constitution d'une filière de projets axée sur la Convention.

Il existe des illustrations concrètes de l'effet multiplicateur des interventions du Mécanisme mondial, mais le processus d'internalisation de la mise en œuvre de la Convention au niveau national en est encore à ses débuts, d'où la difficulté d'estimer les ressources financières nécessaires pour une échéance donnée. Dans le proche avenir (c'est-à-dire d'ici à la fin 2001 pour certains pays touchés et 2002 pour de nombreux autres), le Mécanisme mondial sera en mesure d'aider les gouvernements, à leur demande, à fixer des objectifs réalistes en matière de mobilisation des ressources.

Les efforts que déploie le Mécanisme mondial pour mobiliser et acheminer les ressources se font selon une approche pluridirectionnelle comportant l'examen systématique, par le Mécanisme mondial, des cadres de coopération des organismes multilatéraux et bilatéraux avec les pays afin de recenser les possibilités d'appui aux PAN/PASR relevant de ces cadres. À titre d'exemple, cette opération se poursuit dans le cas du FIDA et on prévoit que, sur un programme de prêt annuel total de 400 à 450 millions de dollars É.-U., 25 à 30 % pourraient être consacrés à des projets et programmes intéressant directement les objectifs de la Convention dans les pays concernés.

On reconnaît également que le Mécanisme mondial peut aider les divisions opérationnelles du FIDA à mobiliser les subventions allouées par le FEM au titre de la planification et le financement des projets par le FEM afin de répondre aux préoccupations que suscite l'état de

l'environnement aux niveaux régional et mondial, d'où une intensification de la viabilité environnementale des interventions que mène le FIDA pour lutter contre la pauvreté. Le Mécanisme mondial mène une opération similaire avec d'autres institutions financières dans le cadre d'un «plan d'activités» relevant de son Comité de facilitation. De même, l'inventaire en cours des fondations privées fournira les éléments nécessaires à la définition de l'interface entre les domaines prioritaires des PAN et les orientations stratégiques de ces sources de financement privées.

Cette approche pluridirectionnelle suppose également un appui aux pays touchés Parties afin d'obtenir, sur la base des PAN et PASR, une filière de programmes et projets destinés à être financés par le FEM. Le Mécanisme mondial a contribué à plusieurs reprises à susciter de nouvelles idées de projets et a cofinancé la conception de notes conceptuelles financées par le FEM (PDF-A), suivies par l'octroi, sur demande, de subventions au titre de la planification (PDF-Bs). Dans ces cas-là, le Mécanisme mondial a été chargé également de mobiliser, auprès d'autres sources, un cofinancement correspondant aux contributions du FEM. Dans le cadre de l'Initiative de gestion intégrée des terres et des eaux (IGITE) pour l'Afrique (dont la mise en œuvre est animée par la Banque mondiale, le PNUD et le FEM), le Mécanisme mondial a pris les mesures ci-après:

- Contribuer à la mise au point du concept et servir de moyen de transfert de la contribution initiale correspondante du FEM (PDF-A);
- Cofinancer l'élaboration antérieure et la mise en œuvre future d'une proposition de «projet de taille moyenne» du FEM que ce dernier a approuvée récemment;
- Faciliter, à l'occasion de manifestations régionales soutenues par le Mécanisme mondial, la prise en charge de l'initiative IGITE par les parties prenantes régionales, dont les organismes intergouvernementaux et les agences de bassin pertinents.

Ces expériences illustrent les possibilités qu'a le Mécanisme mondial d'intervenir de manière originale, en tant que partenaire institutionnel, pour aider au plan théorique les gouvernements à établir des passerelles entre les PAN et les PASR, à contribuer aux ateliers de dialogue organisés par le FEM au niveau des pays et à participer à la constitution du portefeuille du FEM aux niveaux national et transnational. Ainsi les interventions du Mécanisme mondial valorisent-elles les activités du secrétariat du FEM et celles de ses organismes d'exécution.

Compte tenu des décisions prises dernièrement par le Conseil du FEM, il faudra toutefois renforcer la capacité d'intervention du Mécanisme mondial, de nouvelles possibilités se faisant jour de mobiliser les ressources du FEM (et le cofinancement correspondant) de manière plus prévisible. Pour ce qui est des autres sources de financement, le Mécanisme mondial se consacrera, dans l'avenir immédiat, à étudier les moyens de mettre à profit les sources de financement privées ainsi que les ressources qui pourraient être mobilisées dans le cadre du Protocole de Kyoto et du Mécanisme pour un développement propre (voir la quatrième partie, «Les activités futures et les prochaines étapes»).

E. Stratégie de communication: Une approche pluridirectionnelle

À la demande de la Conférence des Parties, le Mécanisme mondial a entrepris d'élaborer, dans le cadre de sa stratégie opérationnelle, une stratégie de communication visant «à faciliter les contacts avec les Parties et les autres acteurs, à faire mieux connaître la Convention et à encourager à participer à sa mise en œuvre» (décision 9/COP.3, par. 14).

L'approche adoptée par le Mécanisme mondial à cet égard est conçue selon le principe adopté pour la mobilisation des ressources, à savoir la prise en compte du fait qu'une convention multisectorielle appelle une perspective multiple des sources et du financement. Autrement dit, le Mécanisme mondial doit tabler sur les stratégies de communication des différentes parties prenantes à la mise en œuvre de la Convention (gouvernements, organisations non gouvernementales, institutions spécialisées, ONG et organisations de paysans, notamment) pour faire en sorte que ces stratégies renferment des messages visant à faire valoir les objectifs de la Convention. À ce titre, le Mécanisme mondial collaborera avec ses partenaires à la conception, à l'intention d'un public cible clairement identifié, de messages précis qui seront diffusés par des canaux de communication distincts ou conjoints, selon le cas (sites Web, CD-ROM, documentaires, publications, etc.), l'objectif étant de faciliter les partenariats et de mobiliser des ressources.

Suite à des consultations menées précédemment avec les unités concernées du FIDA et de la FAO et aux échanges de vues qui ont eu lieu ultérieurement sur la question lors de la dernière session de son Comité de facilitation, le Mécanisme mondial a entrepris de faciliter, dans le cadre d'une entreprise concertée, la recherche et la diffusion de cas exemplaires d'investissement dans des zones touchées par la dégradation des terres. Par commodité, cette activité est dénommée «cas exemplaires dans les terres arides». L'intérêt supplémentaire de cette opération, qui vise à encourager des investissements supplémentaires pour appuyer la mise en œuvre de la Convention, ne réside pas uniquement dans la diversité des sources d'information, mais aussi dans le fait qu'elle ouvrira différentes perspectives institutionnelles: les partenaires du développement procéderont à un examen des résultats de leurs propres projets, tandis que les principales parties prenantes, dont les gouvernements et les utilisateurs des ressources naturelles, livreront des évaluations qualitatives.

L'examen initial qu'a entrepris dernièrement le Mécanisme mondial part de l'idée que ceux qui plaident avec conviction la cause des terres arides sont nombreux à éprouver de grandes difficultés à convaincre leurs collègues des ministères des finances ou de la planification, ou des organismes donateurs, que l'investissement dans la mise en valeur des terres arides n'est pas sans présenter des avantages économiques.

Cet examen porte sur les conclusions d'études de longue haleine de la mise en œuvre des terres arides (très peu d'études ont été menées sur ces zones, mais les zones humides n'en ont pas livré davantage). Les conclusions générales qui s'en dégagent sont que les populations des terres arides sont remarquablement résistantes et qu'elles ont réussi à accroître leur revenu de façon durable face à la quasi-totalité des catastrophes naturelles les plus graves. Cela s'est fait par le biais d'innovations, dans les exploitations elles-mêmes, dans des techniques et activités à faible risque, et par la recherche de sources de revenu hors exploitation qui sont souvent investies dans les activités de l'exploitation. Une économie agricole prospère est certes nécessaire, mais non suffisante pour garantir une bonne mise en valeur des terres arides.

Comme il est constamment nécessaire de plaider en faveur de l'investissement dans les zones touchées par la dégradation des terres, le Mécanisme mondial non seulement aidera les gouvernements à concevoir des projets relevant des PAN tirant les enseignements du passé, mais aussi mobilisera un appui en faveur de l'initiative sur les «cas exemplaires dans les terres arides». Cette dernière activité s'inscrit dans le cadre d'un programme de recherche orienté vers l'action dont l'issue s'inscrira dans une stratégie de communication en tant que message puissant à l'intention des gouvernements, des partenaires officiels du développement, des ONG et du secteur privé (y compris les fondations) pour encourager ces entités à accorder la priorité voulue à la lutte contre la dégradation des terres.

TROISIÈME PARTIE: ASPECTS FINANCIERS ET INSTITUTIONNELS DU MÉCANISME MONDIAL

A. Organisation et ressources humaines

Comme indiqué dans le rapport du Mécanisme mondial à la quatrième session de la Conférence des Parties, deux administrateurs de programme ont été recrutés en 2000, ce qui a sensiblement renforcé la capacité d'intervention du Mécanisme. En ce qui concerne le portefeuille du Mécanisme, sa répartition géographique répond désormais à la recommandation adoptée par la Conférence des Parties à sa troisième session. Toutefois, en dépit des efforts continus pour aligner les priorités des interventions sur les principes directeurs susmentionnés, les ressources humaines sont exploitées au maximum.

Il est clair que pour que le Mécanisme mondial puisse s'acquitter rapidement et efficacement des fonctions qui lui ont été confiées, il faudra accroître les effectifs, aussi bien du personnel de la catégorie des administrateurs que du personnel d'appui. Étant donné que la Convention accorde la priorité à l'Afrique, il est recommandé de créer deux nouveaux postes d'administrateur de programmes, dont les titulaires seront chargés des fonctions exécutées au cours de la période 2000-2001 par des consultants engagés au moyen de contributions volontaires. Il faudrait par ailleurs recruter un spécialiste des communications en raison de l'importance du rôle du Mécanisme dans ce domaine. La question des ressources humaines a déjà été abordée par le Mécanisme dans son rapport à la quatrième session de la Conférence des Parties dans le cadre de la demande de révision à la hausse du budget afin que celui-ci permette au minimum au Mécanisme de faire face à la demande croissante d'assistance et conformément aux soumissions originales du FIDA et du PNUD en ce qui concerne l'accueil du Mécanisme mondial.

B. Contributions aux ressources financières du Mécanisme mondial

Les ressources dont dispose le Mécanisme pour s'acquitter de ses responsabilités sont constituées:

- Des crédits prélevés par la Conférence des Parties sur le budget de base du secrétariat de la Convention, destinés à couvrir les dépenses administratives et de fonctionnement du Mécanisme;

- Des contributions volontaires de donateurs multilatéraux et bilatéraux et d'autres sources (par exemple organisations non gouvernementales et secteur privé) afin de couvrir les dépenses administratives et de fonctionnement liées aux services rendus par le Mécanisme;
- Des ressources à vocation catalytique, par exemple, des fonds d'affectation spéciale ou d'autres fonds de sources bilatérales ou multilatérales, que le Mécanisme utilise pour susciter une assistance financière à l'appui de la mise en œuvre de la Convention.

Un don d'assistance technique de 2,5 millions de dollars É.-U. a été approuvé par le FIDA en 1999 (sur un engagement total de 10 millions de dollars) afin de servir de dotation initiale du compte des ressources spéciales pour le financement de la mise en œuvre de la Convention, en attendant la mobilisation d'un financement de contrepartie en provenance d'autres donateurs. La contribution du FIDA a permis au Mécanisme mondial d'allouer à certains pays une assistance financière destinée à susciter la mobilisation d'autres ressources pour des investissements sur le terrain. Il convient de souligner que l'offre faite par le FIDA d'accueillir le Mécanisme mondial et de contribuer au compte spécial semblait conditionner de nouvelles contributions au versement de contributions par d'autres donateurs. Dans ce contexte, il est très encourageant de constater qu'en plus de sa collaboration technique avec le Mécanisme, la Banque mondiale a approuvé en juin 2000 un don de 1 250 000 dollars pour l'exercice 2000, et qu'un don d'un même montant devrait être également approuvé pour l'exercice 2001.

Par ailleurs, le Gouvernement suisse a continué, comme les années précédentes, à verser des contributions volontaires qui s'élèvent à 250 000 francs suisses pour 2000 et 2001, le Gouvernement norvégien a officiellement décidé de verser une contribution de l'ordre de 600 000 dollars É.-U. au Mécanisme sur trois ans et les Gouvernements danois et suédois ont versé des contributions volontaires équivalent à 350 000 dollars É.-U. et 575 535 dollars É.-U., respectivement. Des négociations sont en cours avec les Gouvernements néerlandais et italien et au cours des prochains mois de nouveaux donateurs bilatéraux devraient avoir contribué au Mécanisme.

C. Procédures opérationnelles et administratives

Comme indiqué dans le rapport à la quatrième session de la Conférence des Parties, le Mécanisme mondial procède, de façon progressive et en se fondant sur l'expérience acquise au fil de ses opérations, à la mise au point d'un cycle d'intervention type dans le cadre de ses efforts de simplification de ses opérations.

À la réception d'une demande de financement, il élabore une note initiale en se fondant soit sur une mission de reconnaissance dans le pays ou la région concerné, soit sur un examen sur dossier. Cette note, ainsi que d'autres documents de base et une proposition d'assistance financière permettent de définir un «plan de marche» provisoire.

Le Groupe consultatif technique du Mécanisme, qui se compose de la FAO, du Mécanisme mondial, du FIDA et du secrétariat de la Convention, et qui a été créé pour donner des avis au sujet des objectifs et de la nature des activités à financer sur le compte spécial, participe également au processus d'examen. Le Mécanisme peut inviter d'autres entités à participer aux réunions du Groupe, en fonction de la nature de l'assistance demandée et de la région d'origine de la demande. Les pays et les organisations intergouvernementales reçoivent une aide

financière initiale destinée à catalyser des apports supplémentaires en faveur de la mise en œuvre de la Convention.

Les réunions du Groupe consultatif technique s'inscrivent dans le cadre d'un processus continu d'examen et de consultations techniques dont font également partie les sessions du Comité de facilitation du Mécanisme mondial et les contacts permanents entre le Mécanisme et les membres de ce comité.

La rationalisation des procédures administratives du Mécanisme mondial s'est poursuivie tout au long de l'année sous forme aussi bien de procédures administratives ordinaires que par l'élaboration d'accords types pour l'octroi des dons aux gouvernements et organisations. Pour cela, le Mécanisme s'est appuyé sur les connaissances et le savoir-faire de différentes divisions du FIDA, avec lesquelles il est en contact étroit permanent.

QUATRIÈME PARTIE: L'AVENIR ET LES PROCHAINES ÉTAPES

Un nombre croissant de pays Parties à la Convention reconnaissent l'intérêt du Mécanisme mondial, qui devrait contribuer à rationaliser et à améliorer l'affectation des ressources en vue de lutter contre la dégradation des terres dans le cadre d'une intervention multisectorielle. Lors de la réunion du printemps 2001 du Groupe de travail spécial, les pays Parties se sont vivement félicités des efforts du Mécanisme pour s'acquitter de son mandat et du rôle positif joué en ce qui concerne la mobilisation de ressources, comme en témoignent les conclusions et recommandations du Président au Groupe de travail. Les responsabilités de plus en plus importantes du Mécanisme pour ce qui est de faciliter et de contrôler les activités de suivi afin d'assurer la concordance entre l'offre et la demande, de même que la nécessité pour le Mécanisme d'appuyer davantage les programmes sous-régionaux et régionaux, ont également été reconnus.

Le Mécanisme continuera de faciliter, sur demande, le financement et l'exécution des programmes d'action nationaux, mais étudiera également la possibilité d'utiliser d'autres relais institutionnels (institutions spécialisées ou organes intergouvernementaux). Parallèlement, il cherchera à mieux cibler les activités d'analyse et de conseil, que ce soit pour faire en sorte que le FEM participe davantage à la mise en œuvre de la Convention ou pour rechercher de nouvelles sources de financement. Enfin, il jouera un rôle d'intermédiaire en matière de renforcement des capacités et de constitution de réseaux pour le partage des connaissances.

Il est essentiel d'accroître la capacité d'intervention du Mécanisme, étant donné que les ressources du FEM (et le cofinancement connexe) peuvent désormais être mobilisées de façon plus prévisible puisque le FIDA est devenu un des agents d'exécution du FEM et que ce dernier envisage d'ajouter la dégradation des terres à ses thèmes prioritaires. Dans ce contexte, le Mécanisme a récemment entrepris la création d'un groupe virtuel composé d'un petit nombre de spécialistes engagés à titre temporaire et appuyés par des experts hautement qualifiés recrutés dans le cadre de contrats de services, afin de coordonner les différentes activités en rapport avec le FEM, et auquel le FIDA et d'autres organismes partenaires pourraient faire appel.

En ce qui concerne d'autres sources (novatrices) de financement, les premières activités fourniront des renseignements utiles quant à la façon dont le Mécanisme adaptera à l'avenir son organisation interne et les mécanismes institutionnels de partenariat (avec les membres du

Comité de facilitation et avec d'autres), pour fournir aux pays Parties à la Convention des services avec le meilleur rapport coût/efficacité possible.

Afin de tirer parti au cours de l'exercice biennal 2000-2001, des résultats obtenus pendant les premiers 18 mois, et de faire face aux nouveaux défis que pose la mise en œuvre de la Convention, il faut:

- Renforcer la mise en valeur des ressources humaines et l'organisation interne du Mécanisme de façon à pouvoir faire face à la demande de plus en plus importante d'assistance. Ce renforcement sera associé à un développement des activités opérationnelles menées en collaboration (sur demande, dans certains pays, dans le cadre d'un «plan de travail») avec les membres du Comité de facilitation, d'autres institutions spécialisées et les organismes intéressés de coopération bilatérale;
- Faciliter, en collaboration avec le secrétariat de la Convention, le PNUD et d'autres membres du Comité de facilitation, la préparation, l'organisation et le suivi des réunions de coordination consacrées à la constitution de partenariats et à la mobilisation des ressources qui seront organisées dans divers pays à la fin de 2001 et en 2002;
- Fixer, sur demande, les objectifs en ce qui concerne la mobilisation des ressources dans certains pays sur la base des programmes élaborés par les gouvernements avec l'assistance du Mécanisme mondial en vue de leur approbation par les partenaires. Ces programmes préciseront clairement les mesures à prendre pour lutter contre la dégradation des terres et la pauvreté compte tenu des plans d'action nationaux et d'autres cadres de planification, et notamment les mesures prises aux niveaux gouvernemental et institutionnel ainsi que les investissements de base. On suppose en outre que des progrès sensibles auront été réalisés en ce qui concerne les profils des donateurs (c'est-à-dire les sources de financement et les montants susceptibles d'être obtenus). Ces divers éléments permettront d'estimer les besoins en ressources additionnelles, auxquels le Mécanisme mondial cherchera à répondre au moyen des ressources potentiellement disponibles (APD et nouvelles sources de financement);
- Constituer, dans d'autres régions ou sous-régions, avec les ajustements nécessaires en fonction de la situation, les partenariats destinés à mobiliser des ressources que le Mécanisme a entrepris de faciliter en 2000-2001;
- Rendre le Groupe chargé des relations avec le FEM opérationnel au sein de la structure actuelle du Mécanisme, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention et aux décisions de la Conférence des Parties ainsi qu'aux décisions pertinentes adoptées par le Conseil du FEM en mai 2001. Le groupe aurait un triple objectif immédiat: permettre au Mécanisme mondial et au FIDA de contribuer aux travaux du secrétariat du FEM en vue de la création d'un mécanisme de financement des activités de lutte contre la dégradation des terres; mobiliser des ressources du FEM en contrepartie du financement fourni par le FIDA au cours de la période de transition en attendant que l'Assemblée du FEM adopte des décisions en la matière en 2002; et préparer le terrain en vue du rôle important que jouera le FIDA en matière de financement des futures activités de lutte contre la dégradation des terres et instaurer une collaboration plus systématique avec

d'autres agents d'exécution et de réalisation du FEM afin de leur permettre d'étoffer leur portefeuille de projets dans le domaine de la lutte contre la dégradation des terres;

- Élaborer, en étroite consultation avec les acteurs régionaux, un programme visant à accélérer la mobilisation des ressources du FEM en Afrique (avec un objectif de 500 millions de dollars É.-U. sur une période de cinq ans dans le cadre de l'initiative pour une gestion intégrée des terres et des ressources en eau), ainsi qu'en Asie et en Amérique latine et dans les Caraïbes, régions pour lesquelles les objectifs de financement seront estimés d'ici la fin 2001, dans le cadre des activités préparatoires des partenariats destinées à lutter contre la dégradation des terres et la pauvreté;
- Établir un dialogue plus systématique avec le secrétariat du FEM, les agents d'exécution et de réalisation du Fonds ainsi que d'autres groupes concernés, dans le contexte du Comité de facilitation du Mécanisme mondial et, à terme, du Conseil du FEM, conformément au paragraphe 8 de l'annexe à la décision 25/COP.1 qui recommande que le Mécanisme mondial obtienne le statut d'observateur au Conseil du FEM;
- Revoir les cadres de coopération avec les pays du FIDA, de la Banque mondiale, des banques régionales de développement et d'autres membres du Comité de facilitation du Mécanisme mondial, et instaurer une collaboration systématique avec leurs départements opérationnels tout au long de leur cycle de programmation afin d'accroître la part des programmes de prêt des institutions multilatérales de financement et des portefeuilles d'investissement d'autres partenaires du développement consacrée à la lutte contre la dégradation des terres;
- Accélérer les consultations avec les organisations chargées de la coordination du réseau international d'ONG sur la désertification et d'autres réseaux d'ONG intéressées, établir des cadres appropriés de coopération, non seulement pour l'application du programme communautaire d'échanges et de formation mais également en vue d'une approche plus systématique de la mobilisation des ressources de diverses sources, y compris le FEM, l'Union européenne, d'autres partenaires multilatéraux et bilatéraux et le secteur privé, en faveur des ONG;
- Terminer l'inventaire des fondations privées en identifiant les recoupements entre leurs domaines d'activités et les domaines d'action stratégiques de la Convention ainsi que les possibilités de fournir, dans certains pays et (sous) régions un appui à certains projets et activités en rapport avec les programmes d'action nationaux;
- Suivre les progrès réalisés dans le cadre de certaines négociations intergouvernementales (comme recommandé au paragraphe 8 de la décision 9/COP.3) et poursuivre le dialogue avec les acteurs intéressés, en vue d'identifier les possibilités de mobilisation des ressources. Une attention particulière sera accordée au suivi du Protocole de Kyoto récemment signé ainsi qu'aux possibilités d'échanges d'émissions de carbone et d'application de mécanisme pour un développement propre;
- Préciser (comme au paragraphe 12 de la décision 9/COP.3) les possibilités économiques et commerciales offertes par la Convention. Le Mécanisme mondial présentera un rapport concret à ce sujet lors de la sixième session de la Conférence des Parties et un rapport

intérimaire pour commentaire lors des différentes réunions en rapport avec la Convention qui seront organisées dans l'intervalle;

- Continuer de fournir un appui aux recherches menées en collaboration sous la direction du Mécanisme mondial sur les activités exécutées dans les terres arides qui ont été couronnées de succès, dans le cadre de la stratégie de communication du Mécanisme pour mobiliser des ressources et contribuer à la constitution de réseaux afin d'assurer le partage des connaissances. Parallèlement, le Mécanisme cherchera à développer ses contacts avec le secteur privé et à aider les organes de coordination de la Convention à communiquer avec les ministères chargés des finances et de la planification ainsi qu'avec le monde des affaires, ce qui facilitera la prise en compte des questions liées à la désertification lors des négociations gouvernementales bilatérales et multilatérales ainsi que de la conception des projets d'investissements sectoriels;
- Élaborer un plan stratégique de collaboration sur les systèmes d'information avec chacun des membres du Comité de la facilitation et les autres partenaires bilatéraux concernés.

Au vu de ce qui précède, il est essentiel qu'à sa cinquième session la Conférence des Parties révisé le montant du budget de base du Mécanisme mondial afin que celui-ci puisse répondre aux demandes d'assistance de plus en plus nombreuses et concrétiser, grâce à l'effet multiplicateur et catalytique de ses ressources, les nouvelles possibilités de mobilisation de ressources en faveur des pays touchés.

Annex I

SUPPORT TO UNCCD IMPLEMENTATION IN EAST AND SOUTHERN AFRICA

Over the past two years, the GM has established contacts with all UNCCD focal institutions in East and Southern Africa, on approaches to partnership building and resource mobilization. These contacts were established either in response to specific government requests for GM support (as in the cases of Ethiopia, Uganda, Kenya, and South Africa), or in the context of the GM funded subregional consultations, under the aegis of SADC and IGAD, held in October 2000 in Mombasa, Kenya and in May 2001 in Pretoria, South Africa.

Through these interactions, it has become clear that it will take time and resources to finalize a detailed road-map to address the root causes of land degradation and to implement the remedial measures prescribed therein. Such root causes, as identified at country or subregional levels, pose important challenges in terms of policies, institutions, field investments and other related issues (beneficiaries' participation, monitoring and evaluation, capacity building, etc.). Addressing such challenges will require sustained political commitment on the part of concerned governments, combined with technical and financial assistance from development partners.

With this in mind, a pragmatic approach is being adopted by the Global Mechanism in response to an increasing number of pressing requests, from various sources, for advice and financial assistance. As far as the GM is concerned, this consists in focusing, on demand, on a limited number of countries, to help develop the kind of road-map referred to above (including identification of funding sources). At the same time, the GM is collaborating actively in the other countries, with relevant institutions, including Facilitation Committee members and bilateral agencies, as well as relevant inter-governmental bodies, to accelerate the cross-fertilization of experiences and accelerate the demonstration effect between countries.

Against this background, this part of the report provides more detail on the activities supported by the GM with the view to mobilizing resources for UNCCD implementation in East and Southern Africa. More specifically, the sections below deal respectively with:

- The conclusions and recommendations of the Mombasa, Kenya, workshop on Approaches to Partnerships and Resource Mobilization (October 2000), with the participation of NAP focal points from East and Southern Africa, discussed with development partners the issues of mainstreaming the NAP and SRAP objectives and the related constraints in terms of capacity building, information and communication;
- The establishment of a subregional framework of partnership (including a subregional facility) to combat land degradation and poverty in southern Africa. This is a response to a recommendation made during the follow-up subregional consultation organized in May 2001 in Pretoria, South Africa, on capacity building for resource mobilization. This consultation brought together the NAP focal points in SADC countries with representatives from the departments of agriculture, finance and planning, to outline road-maps at national and subregional levels, for subsequent follow up by interdepartmental country teams.

A. Consultation on partnership building and resource mobilization in East and Southern Africa

Decision 9/COP.3, para. 11 calls on the GM “in coordination with the UNCCD secretariat, to organize during the year 2000, regional and/or subregional workshops in Africa, Asia and Latin America and the Caribbean on procedures to access existing financial mechanisms with the aim of mobilizing and channelling financial resources for implementation, and the transfer of technologies”. In this context, IGAD and SADC agreed to hold a joint subregional workshop on resource mobilization. The workshop was organized with assistance from the Global Mechanism, in coordination with the UNCCD secretariat and in close collaboration with UNDP Office to Combat Desertification and Drought (UNSO) and other GM FC members. The workshop was held in Mombasa, Kenya, from 2 to 4 October 2000. It was co-funded by the Global Mechanism, UNDP/UNSO and the UNEP Regional Office for Africa. Preparatory activities on the part of the GM included, *inter alia*, a review of donor profiles in the two subregions, and a drafting of a subregional platform for capacity building in East and Southern Africa.

The main outputs of the Mombasa workshop are summarized below:

- Opportunities available to affected countries to mobilize resources for UNCCD implementation were understood and appreciated;
- Synergies between bilateral and multilateral funding instruments that currently or potentially are available at national and/or regional levels to finance activities related to UNCCD implementation, and procedures for accessing such funds, were identified;
- Information on existing frameworks of development partners that the NAP and SRAP process may benefit from, was availed;
- The common understanding increased of the synergies between the various initiatives under international conventions and bilateral cooperation agreements, as well as thematic initiatives that can contribute to the implementation of the UNCCD, was enhanced. (These initiatives include the Land and Water initiative, the Clean Development Mechanism (CDM), and the Global Environment Facility (GEF);
- Appreciation of the progress made with very limited resources by focal points and their partner NGO institutions in the elaboration of NAPs and SRAPs in their respective countries and subregions, increased;
- Information was provided and proposals made for inclusion into emerging initiatives such as the Integrated Land and Water Management (ILWM) Action Programme for Africa, and the GM Framework for Technical Assistance (Regional Capacity Building Platform and Communication Strategy to facilitate resource mobilization);
- The exchange of experiences with, and information made available to, IGAD and SADC member states on NAP and SRAP elaboration, was enhanced;

- A “road-map” on the way forward, was agreed upon.

The conclusions of the Mombasa workshop are as follows:

- Inadequate resources (both technical and financial) are the main constraints to NAP and SRAP implementation;
- Some major causes (for the lack of resources) are inadequate capacity for analysis, planning and implementation of programmes, paucity of information on sources and approaches to resource mobilization and the marginalization of NAPs and SRAPs in the policy planning and budgeting processes both at national level and in development cooperation agreements;
- NAPs and SRAPs need to be mainstreamed/integrated into national planning and budget processes, as well as the development cooperation frameworks of development partners to ensure effective and sustainable implementation. In particular, it was noted that poverty eradication is the main focus of development cooperation frameworks and thus NAPs and SRAPs should target this as the primary entry point;
- The Integrated Land and Water Management Action Programme for Africa is a potential source of funding for NAP and SRAP implementation, but there is an urgent need to forge and ensure Africa's ownership of the programme in order to ensure that its objectives, decision-making processes and programme focus are relevant to Africa's priorities;
- Partnership building is an integral part of the resource mobilization strategy but has associated costs and investment implications, including need for incentives, particularly for the private sector;
- The GM's Regional Capacity Building Platform for resource mobilization and the Communications Strategy are important and timely initiatives which should be finalized and put into operation as soon as possible to benefit the efforts of the NAP and SRAP implementing Parties.

The recommendations of the Mombasa workshop are the following:

- Each NAP and SRAP focal point should develop and coordinate the implementation of a resource mobilization strategy, which should include a plan for mainstreaming/integrating dryland concerns in the policy, planning and budgeting processes at all levels;
- The GM should take the necessary steps to finalize and implement its Communication Strategy and Regional Capacity Building Platform for the mobilization of resources;
- The GM was called upon to mobilize resources for the identified subregional and country level capacity building needs;
- The Integrated Land and Water Management Action Programme for Africa should be finalized and rendered operational as soon as possible, taking the following into account

the need to establish a governance/facilitation mechanism with representatives of African institutions/subregional organizations, and to undertake a bottom-up consultative process as a means of forging and ensuring African ownership of the initiative;

B. Framework of partnership for combating land degradation and Poverty in Southern Africa

Introduction: As a follow up to the Mombasa and Pretoria consultations, a “Subregional Framework of Partnership for Capacity Building and Resource Mobilisation in Southern Africa (SFPSA)” is being established under the aegis of SADC. It creates for SADC and its 14 member countries and their development partners, an opportunity to address in a concerted manner the implementation challenges under the UNCCD both at country and subregional levels. It will also provide an effective tool for coordination, and a transparent framework for negotiating specific partnership agreements with relevant financial and technical cooperation agencies. This partnership framework is meant as a coordinated response to recommendations from two successive stakeholders' consultations, supported by the Global Mechanism and members of its FC, over the past several months, in Mombasa and Pretoria.

Objectives of the Framework of Partnership: The main objective of the proposed Subregional Framework of Partnership is to allow the SADC Member States to tap existing and future opportunities for training and other forms of capacity building at national and subregional levels.

Scope of activities under the Subregional Framework of Partnership: Action areas under the SFPSA would comprise two main categories, namely:

- A set of enabling activities to help SADC Members States remove the identified barriers to adequate NAP formulation and implementation. This would include mainly technical support to SADC member Governments in strategy review and formulation, action planning and policy dialogue, project identification and formulation, environmental impact assessment, training and other forms of capacity building, information systems (involving indicators on flows and sources of funding relevant to the Convention, as well as socio-economic and environmental impact of land degradation control activities); development and implementation of a communication strategy at subregional and national levels;
- A portfolio of transboundary investment projects (e.g shared watersheds) to be managed by concerned member States based on agreed institutional arrangements, with a role for SADC, where appropriate, in overall coordination. This would involve identification of transboundary ecosystems and organization of stakeholders' consultations related to thematic issues (e.g. food security and rural livelihoods, erosion of plant and animal biodiversity, land degradation, etc.), challenges in policy harmonization and institutional coordination, etc. The resulting programme proposals should reflect the need for synergies among environmental conventions (desertification, biodiversity and climate change), as well as the poverty reduction concerns of development cooperation agencies.

The role of SADC: In this context, a three-fold role is contemplated for SADC under the Convention, in conformity with its original mandate, involving:

- Coordination of the SRAP for Southern Africa;
- Providing a relay for development partners, to support the national action programming process (NAPs) in interested member countries; and
- Providing a subregional forum for policy dialogue and cross fertilization of implementation experience.

The comparative advantage of collaboration with SADC (to be duly strengthened to this end, as required), is the opportunity to work in an integrated manner across the various government departments, and at various levels, ranging from technical staff to policy makers to political authorities.

Financing arrangements for the Subregional Framework of Partnership: Funding mechanisms for the SFPSA would be flexible enough to capitalize on different sources, so as to cover both the enabling activities and the portfolio of transboundary investments. At the same time, preference would be given to those options that would minimize the administrative burden on SADC, without prejudice to principles of financial accountability and due diligence.

More specifically, for the enabling activities, several funding options (not mutually exclusive) are envisaged, including:

- The establishment, as recommended at the Pretoria Consultation, of a Subregional Support Facility for Southern Africa (SSFSA) comprising two or more windows, operating on a grant basis: one multi-donor window managed by the SADC-based multi-donor Hub and one or more single-donor window(s) managed directly or indirectly under the aegis of SADC, in a manner consistent with the procedural specificity of the concerned donor(s); and
- “Piggybacking” arrangements to be negotiated between SADC and the relevant capacity building networks or initiatives and programmes that are ongoing or planned for the Southern Africa subregion.

For the subregional portfolio of investments in transboundary ecosystems management, funding options would include:

- Regional grants to SADC, from relevant regional and global funding sources, in the context of their respective mandates and strategic thrusts. These include the GEF (e.g under Operational Programme (OP) 12 for integrated ecosystems management and the EU under its Subregional Support Programme covering East and Southern Africa and the Indian Ocean) as well as funding opportunities arising from innovative sources, including the private sector, options for decentralised cooperation and, last but not least, the Clean Development Mechanism and the recently signed Kyoto Protocol;

- Coordinated clusters of country-based loans and grants to SADC Member States (from the various sources above), covering agreed activities on a selected transboundary ecosystem, could be negotiated in a concerted manner between the interested Governments and other relevant multilateral and bilateral donors, or private sector partners.

Role of the Global Mechanism: The GM was requested by SADC member countries to contribute to the initial capitalization of the Subregional Support facility, and to act as a facilitator for the identification of other funding opportunities. The initial contribution from the GM of US\$ 350,000 would be transferred as seed money into the multi-donor window of the Subregional Support Facility (SSFSA), on the basis of a partnership agreement (governed by a Memorandum of Understanding) between the GM and SADC. This initial GM contribution would be managed on behalf of SADC by the multi-donor Hub, to encourage linkages with relevant field interventions supported at country or subregional levels by the Hub sponsors (i.e. World Bank, IFAD, EU, Japan, FAO, France, and the United States Agency for International Development (USAID)).

More specifically, the catalytic resources provided by the GM would finance:

- The enabling activities in relation to the NAP process, as agreed between SADC and the GM in response to specific country needs as expressed by the countries;
- The launching of a systematic inventory of potential sites across the Southern Africa subregion that may require a concerted approach to management of transboundary ecosystems; and
- Provision of targeted technical assistance to SADC (through the multi-donor Hub) to facilitate the systematic integration of UNCCD-related activities with the other aspects of SADC's multisectoral policy agenda.

At the same time, the GM would undertake to mobilize additional resources contributing to the Subregional Support Facility for Southern Africa (SSFSA) and would facilitate a matchmaking processing between identified needs and available opportunities for capacity building through ongoing and planned projects, programmes and networks.

C. Framework of partnership for combating land degradation and poverty in Eastern Africa

Following the IGAD/SADC consultation in Mombasa, Kenya, (4-7 October 2000), IGAD organized an expert meeting bringing together its member countries in Nairobi, Kenya (9-12 October 2000), for an in-depth exchange of views and experiences on NAP implementation in this subregion. A logical framework was developed on this occasion, starting with the premise that the constraints which affect the NAP/SRAP implementation are related to policy issues (lack of conducive framework or inadequate enforcement), capacity building (weak institutions and inadequate skills and facilities for implementation of planned activities), inadequate information and networking, the absence of a strategy for resource mobilization, weak civil society and low level private sector involvement. The objectives and opportunities for action are summarized in the table below:

Adequate resource mobilization for NAPs/SRAPs²

		Opportunities for action	
Problem	Objective	At subregional level	At country Level
Inadequate institutional capacity	Effective institutional capacity in place for aid coordination management	<ul style="list-style-type: none"> IGAD to mobilize technical assistance (training and expertise) 	<ul style="list-style-type: none"> To identify capacity gaps To improve the management and coordination capacity of the relevant institution
	Periods to approve projects have been shortened	<ul style="list-style-type: none"> IGAD through the heads of State to lobby for short project approvals 	<ul style="list-style-type: none"> To develop guidelines for preparation and channelling of proposals for resource mobilization
	Financial mechanism (funds) are established for National Desertification Fund (NDF) and SRFF	<ul style="list-style-type: none"> IGAD to facilitate political decisions on the implementation of NDFs and SRAPs 	<ul style="list-style-type: none"> Focal points to facilitate legislation for NDF and SRAP To provide seed resources for funds
Lack of strategy for resource mobilization	NAPs and SRAPs incorporated into medium and long-term strategic frameworks	<ul style="list-style-type: none"> IGAD to strengthen awareness at ministerial levels for NAPs/SRAPs 	<ul style="list-style-type: none"> To develop guidelines on how to incorporate NAP/SRAP into the national planning process
	Clearly articulated and well costed projects / programmes prepared	<ul style="list-style-type: none"> IGAD to facilitate inter-state consultation for the development of SRAP projects 	<ul style="list-style-type: none"> To coordinate various sectors in order to develop integrated programmes / projects
	Inventory of ongoing project activities and funding with respect to NAPs/SRAPs	<ul style="list-style-type: none"> IGAD to conduct assessment of cross-boundary projects with respect to NAPs and SRAPs 	<ul style="list-style-type: none"> Focal points to facilitate consultation for identification of projects among key players (at government and NGO levels)
Weak civil society / private sector involvement	Vibrant civil society /private sector involvement realized	<ul style="list-style-type: none"> IGAD to facilitate a framework for the role of civil society / private sector 	<ul style="list-style-type: none"> To lay down a clear framework for civil society / private sector

The GM has received a request from IGAD, developed along these lines, to assist in developing a framework of partnership, within which, the relevant financial instruments would be identified, and the necessary resources mobilized. A consultation at technical and Ministerial level has been scheduled for mid-September by IGAD, for feedback on, and validation of, the detailed proposals and road-maps presently being developed with GM assistance.

² This table draws on the conclusions of the IGAD Experts Meeting (Nairobi, 9-12 October 2000).

Annex II

SUPPORT TO UNCCD IMPLEMENTATION IN WEST AND CENTRAL AFRICA

Countries in this subregion were among the first to request and receive assistance from the GM, both in the context of the NAP and of the SRAP processes. The GM has also provided concrete support to the subregional action programme (SRAP), by co-financing the co-development of project concepts which has served as the basis for successful requests for two GEF planning grants, for the Fouta Djallon Highlands and the Niger/Nigeria shared ecosystems.

Countries of the subregion approached the GM for assistance, once their respective NAPs had been completed. The initial requests were related to financing of activities such as consultancies and workshops, and the GM used such entry points as a basis for broad-based dialogue, not only with the NAP Coordinating Body but also with other relevant government departments (planning, finance and agriculture), and development partners. More specifically, the GM has undertaken to support the following activities:

- Analysis and advice on the coherence between the NAPs and the provisions of the UNCCD and the linkages between NAPs and sectoral and national planning frameworks;
- Identification of the interface between NAPs and poverty reduction strategies;
- Capacity building (requirements and opportunities);
- Diagnostic reviews of root causes of land degradation;
- Comparative reviews of possible linkages between investment priorities under NAPs and the ongoing or planned donor-funded projects;
- Elaboration of donor profiles and promotion of data base development at country and subregional levels; and
- Analysis of investment gaps and the prospective financing mechanisms required to fill them.

In the near future, (i.e. by the end of 2001 for some affected countries, and 2002 for many others), the GM will be in the position to assist governments, upon request, in setting realistic targets for resource mobilization. This will be based on individual country road-maps drawn up by governments with GM assistance, to be agreed upon with partners. The road-maps will reflect a clear agenda for action to combat land degradation and poverty, as derived, *inter alia*, from the NAPs and other relevant planning frameworks, including interventions at policy and institutional levels, and a core set of field investments. The background and status of implementation of GM interventions, is discussed below.

Burkina Faso

In Burkina Faso in recent years, the Government has developed the NAP with financial support of bilateral and multilateral donors, including, *inter alia*, the Netherlands and IFAD. The next steps towards implementing NAP in Burkina Faso will involve a multi-track approach, involving:

- The formulation of local area development programmes (LADPs);
- The identification of the interface between NAP activities and relevant ongoing projects and programmes;
- Arrangements for identification and dissemination of best practices in land-degradation control and related support measures;
- The rationalization of the policy framework with respect to direct and indirect incentive systems for land-degradation control; and
- The establishment of a national desertification fund with prospective contributions from the Government, bilateral/multilateral donors and the private sector.

Attention is also being paid to synergies between conventions as well as institutional strengthening and more focused interventions on the part of the National Coordinating Body, the Conseil National de Gestion de l'Environnement (CONAGES).

In this context, and as agreed with the Government of Burkina Faso, the Global Mechanism has undertaken to support the implementation of the NAP in various ways, including:

- Providing assistance in harmonizing the NAP with the Soil Fertility Initiative supported by the World Bank and FAO (in recognition of the linkages between soil fertility and land degradation);
- Supporting methodological approaches for the elaboration of LADPs and the policy dialogue on incentive systems for natural resource management; and
- Exploring funding opportunities (including a National Desertification Fund (NDF)) if deemed appropriate, in close consultation with other interested development partners.

An initial allocation of US\$ 130,000 has been earmarked from GM's Special Resources for UNCCD Financing Account (SRCF), as a catalytic resource to support the process described above. The need for additional allocations and the size and timing of such allocations, will be determined in due course, based on the actual disbursements of the initial allocations, the progress made in implementation, and the availability of co-financing opportunities. A programme in support to NAP implementation is under consideration, for which the GM is prepared to provide catalytic support, in consultation with concerned partners.

Mali

Following the 1999 Round Table, the next steps in mobilizing resources, for which the assistance of the Global Mechanism as an “honest broker” has been requested, will involve the identification of the interface between the NAP Priority Action Areas and the ongoing or planned interventions of various donors and specialized agencies. To this end, Mali was selected as one of the pilot countries for the “Business Plan” approach adopted by the GM's Facilitation Committee. The funding gaps and the arrangements for mobilization of additional resources will be identified as a result of a participatory and iterative process, in the context of the Government's decentralization policies. Special attention will also be given to the establishment of an information system at national level, which would interface with the GM's global database. The Mali database, managed at local level by the concerned institutions, would contain relevant information on flows and sources of funding for UNCCD implementation at national level, as well as information on best practices in land degradation control and support to capacity building at community level. Emphasis would also be placed on assisting, in consultation with development partners, the Government of Mali in harmonizing its public policies in relation to natural resource management. At the same time, the Government would initiate systematic coordination activities with a view to the progressive removal of inconsistencies in the terms and conditions of donor support measures at field level, for the sake of long-term sustainability.

An initial amount of US\$ 130,000 was allocated from GM's SRCF account, as catalytic resources in support of the above process. The need for additional allocations and the size and timing of them, will be determined in due course, based on actual disbursements from the initial allocations, progress made in implementation, and the availability of co-financing opportunities. Meanwhile, the GM contribution has been supplemented by technical assistance from FAO totalling an amount equivalent to US\$ 50,000, in addition to specific parallel contributions from bilateral and multilateral partners. As part of the Work Plan, agreed to previously, the comparative review of ongoing and planned projects with NAP priorities, is progressing well, while a training session on the information systems has just been held. A meeting of the Joint Commission (Government and donors) will be convened once the comparative review is completed.

Senegal

The Government of Senegal was one of the first to ratify the Convention and to complete its NAP, with support from bilateral and multilateral donors. The Government recently drafted a medium-term priority programme in close collaboration with NGOs and farmers' organizations, including pilot activities to test innovative institutional approaches and co-financing arrangements. On the occasion of contacts between the Global Mechanism and the Senegalese authorities (including the Ministries of Planning, Finance, the Environment and Agriculture and Livestock), the Government reiterated its commitment to earmarking counterpart funds for the priority programme, in an effort to attract external funding.

An iterative and participatory process will be followed in defining the interface and establishing operational linkages between the NAP (including the medium-term priority programme) and other relevant projects supported by multilateral and bilateral donors. This systematic approach will also encompass sectoral programmes and policy initiatives at national and subregional

levels, as indicated above for Burkina Faso and Mali, including the harmonization of the NAP with the Soil Fertility Initiative, and the identification of the interface with the national poverty reduction strategy.

At the same time, a set of pilot projects are to be launched by the Government in various agro-ecological zones with emphasis on women and youth, to test a number of parameters that are critical for fully-fledged implementation of the NAP, including:

- The effectiveness of partnership agreements between the Departments and Programmes which have complementary mandates and activities;
- The implementation capacity of the Ministry of the Environment;
- The coordinating and monitoring capacity of the National Coordinating Body, the Conseil Supérieur des Ressources Naturelles et de l'Environnement (CONSERE).

In terms of NAP financing, the need for additional resources and the amount required, will be determined in light of the iterative process above. However, as regards the potential channels for NAP funding, the establishment of a National Desertification Fund has already been subject of extensive discussions between the Government and civil-society organizations. The Global Mechanism, for its part, is prepared to provide technical and financial assistance to move this process forward. Another significant (but not exclusive) financing option would be the re-conversion of the external public debt, in support of the implementation of the NAP as a broad-based, poverty-oriented framework. This would encompass not only support to agricultural production and resource-conservation activities, but also provide a socio-economic infrastructure and allied services as incentives for natural resource management. The Government has drafted a national framework for debt conversion, and the Global Mechanism has undertaken to assist in establishing the necessary linkages with NAP implementation.

An initial allocation of US\$ 130,000 has been earmarked from the GM's SRCF Account (to be supplemented by technical assistance from FASO and parallel contributions from bilateral partners), as catalytic resources in support of the process described above. The need for additional allocations and the size and timing of them will be determined in due course, based on actual disbursements from the initial allocations, progress made in implementation, and the availability of co-financing opportunities.

After a period of standstill in NAP implementation (in the context of institutional changes affecting the national coordinating bodies), a NAP re-activation workshop was organized in July 2001, bringing together representatives from the relevant Government Departments, donors and the Managers of programmes with a natural resource management component.

The subregional action programme for West Africa

The SRAP for West and Central Africa was approved at the expert and ministerial levels in Lomé in May 1999, on the occasion of a meeting funded, *inter alia*, by IFAD and the Global Mechanism. Several themes were identified under the SRAP - related to the management of shared water resources, sustainable agriculture and rangeland management, renewable energy,

migratory pest control, early warning systems, subregional integration and infrastructure, and communication.

The organizations designated as thematic leaders for the SRAP included one NGO network, intergovernmental bodies, subregional economic integration organizations, and specialized regional technical agencies. The SRAP was adopted by the Heads of State under the aegis of the subregional liaison centres, namely, the Economic Community of West African States (ECOWAS) and the Permanent Interstate Committee for Drought Control in the Sahel (CILSS). Meanwhile, both liaison centres organized a follow-up seminar, with a financial contribution from the Global Mechanism. The seminar brought together the eight thematic focal points to take stock of the progress made and agree upon a common approach to SRAP implementation. This was followed by a meeting on shared water resources, with the participation of intergovernmental bodies involved in management of shared river basins and lakes in the West and Central African subregion, at which the participants presented their respective mandates and activities, and the prospects for creating synergies between their interventions and the relevant initiatives at national and subregional levels. The GM is currently supporting two initiatives related to the water resources component of the SRAP, as illustrated below:

- (i) Niger/Nigeria: Coordinated Management of Shared Natural Resources (Land and Water) in Shared River Basins

The case of the shared river valleys between Nigeria and Niger (i.e. the Maggia Lamido, the Goulbi Maradi and the El Fadama and the Komadougou Yobe) is a typical example of the role that the Global Mechanism can play in addressing the negative externalities that stem from un-coordinated utilization of common water resources.

Over the past two decades, the combined effects of the construction of dams, inefficient irrigation systems, land degradation, erratic rainfall and high evapo-transpiration, have jeopardized the financial viability and the environmental sustainability of investment projects sponsored by the private and public sectors. Previous attempts to implement the 1990 Maiduguri Agreement on equitable management and utilization of shared water resources have fallen short of their objectives, for want of a comprehensive strategic framework and effective linkages with field operations. Against this backdrop, the Global Mechanism recently took the lead, upon request from the World Bank and in collaboration with FAO, in facilitating the elaboration of a strategic plan for implementation of the Maiduguri Agreement. This new initiative has good chances of success, as it takes place within the context of the SRAP West and Central Africa under the UNCCD. It also takes into account that negative externalities are reciprocal and that the two Governments are determined to find a solution acceptable for both parties. The FAO/IC prepared an issues and options paper to this end. A stakeholder workshop was organized in July 2000, under the aegis of ECOWAS, CILSS, and the Niger/Nigeria Joint Cooperation Commission (NNJCC), to review and endorse the strategic plan for implementation of the Maiduguri Agreement. This workshop was co-financed by UNEP/GEF and the Global Mechanism. As a result of the workshop, a GEF Planning Grant of US\$ 350,000 was approved. The plan to be developed will include cross-border activities under the auspices of the NNJCC, as well as local level activities that will be covered as part of ongoing or planned donor-funded programmes at field level. It is anticipated that the GEF planning grant will lead to a full GEF project, to co-finance the implementation of strategic plan for sustainable of natural resources

(including shared water) in the transboundary areas. The Strategic Plan will also benefit from contributions from various donors either directly, or indirectly, i.e. through their respective programmes at national level. This would be the case of the World Bank, which would provide institutional support to the NNJC through the National 'Fadama' Development Programme, currently under appraisal. To this end, the first Steering Committee meeting took place in June 2001 in Niamey, as a basis for launching the planning phase. The GM, for its part, has undertaken to promote operational linkages between this planning phase and the resulting project with the large number of donor-supported programmes in the area, to avoid duplication of efforts and create synergies.

(ii) The Fouta-Djallon Highlands: A Strategic Action Plan for Sustainable Management of Natural Resources

In mid 1999, a meeting held at ministerial level in Bamako, Mali, brought together the Fouta Djallon regional stakeholders and resulted in important decisions including, *inter alia*, provision of an international legal status for the Fouta Djallon Highlands; drafting of a strategic plan for sustainable development of the Fouta Djallon Highlands, in the framework of the SRAP for West and Central Africa; the direct involvement of regional economic integration organizations and funding institutions (ECOWAS and AfDB), as a follow up to previous political sponsorship of the Organization of African Unity (OAU).

On the occasion of the first meeting of thematic leaders under the SRAP for West Africa (organized with GM funding) contacts were established with the International Coordination Office for the Fouta-Djallon Highlands Integrated Development Programme sponsored by the Organization of African Unity (OAU). Subsequently, the Global Mechanism was formally requested to assist in coordinating the mobilization of international assistance for elaboration of terms of reference for a Strategic Plan of sustainable development. In the Highlands there have been, *inter alia*, problems of land abuse, including overgrazing, deforestation, over-cultivation and bush fire (for fuel wood production). The strategic importance of such a Plan is based on the recognition that sustainable development of the Fouta-Djallon Highlands, also known as the "water tower of West Africa", would be a pre-condition for sustainable resource management of the six major river basins in the eight countries in the region.

GM collaboration with development partners resulted in the organization of a regional stakeholders' workshop (Labé, Guinée) with funding from UNEP/GEF, FAO and the GM at which the terms of reference for the Strategic Plan were elaborated. The formulation exercise will be funded through a GEF planning grant approved in mid-2000. The Global Mechanism is currently promoting the active involvement of other development partners in this process (including members of the GM Facilitation Committee such as the World Bank, IFAD, AfDB, UNDP, and other multilateral and bilateral donors), taking into account, *inter alia*, their current interest in the Senegal and the Niger river basins, as well as the field investments and/or technical assistance to area-based projects funded by them at country level. For the GEF planning and implementation phase, the GM was mandated by the Council of Ministers to mobilize co-financing. The coordination meeting with the ongoing projects in the Highlands was therefore co-financed by the GM and GTZ in February 2001, and the next coordination meeting will be organized in September 2001, back-to-back with the inception mission for the GEF planning studies entrusted to FAO.

Annex III

SUPPORT TO UNCCD IMPLEMENTATION IN NORTH AFRICA

PART ONE: SUPPORT TO NAPS

Algeria

Algeria is presently elaborating its NAP. The GM has allocated US\$ 50,000 to support Algeria, following a request received from the country. The GM is also supporting the process along the following lines:

- Establishing a multi-actor partnership framework under a steering committee, to pursue consultative processes, exchange information, raise the awareness of bilateral/multilateral partners, delineate of partnership framework elements to implement the NAP; and ensure their implementation within development pilot projects;
- Strengthening the role of non-governmental organizations (NGOs), through studying the current NGO context in the field of sustainable development (their strengths and weaknesses; their expectations) and through organizing a national workshop on the role of NGOs in the NAP implementation process;
- Involving the private sector in combating desertification activities: identifying potential forms and modalities to ensure private-sector financial support to combating desertification and raising private-sector awareness by holding a workshop at the national level and disseminating its recommendations;
- Reinforcing synergies between environmental conventions by organizing a workshop for the national focal points of these conventions on the basis of a preliminary study on the possibilities of strengthening the harmonization of their activities.

A joint initiative between the Directorate-General of Forestry within the Ministry of Agriculture and the GM resulted in the elaboration of an action plan to support the preparation of the NAP and its validation. In this context, the GM has worked in close collaboration with the United Nations Development Programme Office to Combat Desertification and Drought (UNDP/UNSO) and has also taken into consideration current and potential inputs from the Sahara and the Sahel Observatory (SSO), the Information Circulation System on Desertification and the Environment-Arab Maghreb Union (SCIDE-AMU), and others.

Egypt

As a follow-up to GM participation in a workshop in Egypt, a request was addressed to the Global Mechanism for support for NAP finalization.

Moreover, in late 1998 the Mayor of Rome proposed that, as part of the Millennium celebrations, the Government of Italy extend debt forgiveness to developing countries, above and beyond those included in the HIPC Initiative, and that this should be linked to activities of the 3 Rome-

based food agencies. Since then, FAO, IFAD and the World Food Programme (WFP), under IFAD leadership, have been collaborating closely with the Rome Municipal Authorities and the Italian Ministry of Foreign Affairs in exploring means of rendering operational the proposal. Egypt is one of the four middle-income, severely indebted countries selected and proposed in 1999 for inclusion under the Deepening Debt Relief in Support of Poverty Alleviation and Food Security, a Rome Millennium Initiative. The Global Mechanism is planning to organize a mission in order to define how to ensure that some of the funds mobilized through debt relief will go towards UNCCD implementation.

In July 2000, IFAD organized a mission to Egypt during which IFAD's representative met the national focal point of UNCCD. It was recommended to the local groups created to select and identify eligible projects to consider the allocation of funds for the elaboration of NAP. In this case the GM is providing very small funds that will generate considerable finance to support the NAP in Egypt with partners such as FAO, IFAD and the Italian Government.

Morocco

In 2000, Morocco finalized its NAP, following extensive consultations at local and regional levels. Morocco subsequently requested GM support for the preparation of the National Validation Forum. The Government and the GM engaged in a consultative process with Morocco's main bilateral and multilateral partners active in the field of desertification. This approach resulted, above all, in the initiation, organization and facilitation of two joint missions with UNDP/UNSO, the UNCCD secretariat and the German Agency for Technical Cooperation (GTZ). The four priority areas to be discussed during the National Validation Forum were identified:

- Institutional arrangements and mainstreaming issues;
- Resource mobilization and partnership agreements;
- Priority actions and NAP implementation; and
- Participative local development.

Financial and technical support for the preparation of the Forum were agreed upon by the partners. The GM has provided US\$ 10,000 towards the cost of the Forum as well as the preparation of a document on Resource Mobilization and Partnership Building presented during the Forum. A Steering Committee was established to ensure coordination and information exchange among key stakeholders.

In the process leading up to the Forum, the GM has, in cooperation with its partners in Government, supported awareness-building activities with key national partners (Finance and Planning), and bilateral and multilateral cooperation agencies present in Morocco. These activities have led to NAP visibility within the national budgetary monitoring system. To this end, the monitoring system applied to Special Programmes (i.e. monitoring of global activities undertaken by the respective ministerial departments) will be utilized. Combating desertification has been included as a priority within the United Nations Development Assistance Framework

(UNDAF). As regards coordination between development partners, Germany has agreed in principle to be the “chef de file” of bilaterals, while UNDP will fulfil this function for the multilateral agencies.

In anticipation of post-Forum activities, the GM has earmarked US\$ 50,000 for follow-up actions. The following recommendations of the Validation Forum are noteworthy not only due to their relation to resource mobilization, but also as the outcome of the approach developed by the GM and its partners:

- To broaden the national coordination body to include the two *chefs de file*;
- To mainstream and integrate the NAP in the forthcoming economic and social development plan thereby highlighting the priority given to this issue;
- To establish the NAP as a special programme in order to enable its global budgetary monitoring and ensure its budgetary visibility; and
- To encourage continued GM support to resource mobilization and partnership building, the next key step being a roundtable of all donors present in Morocco.

Tunisia

Tunisia adopted and ratified its NAP in 1998. Tunisia subsequently requested GM assistance to follow through on:

- Integrating the NAP into national strategies and policies as well as into cooperation frameworks of development partners;
- Ensuring that the NAP becomes a point of reference in designing and elaborating five-year socio-economic development plans.

To this end, the strategy adopted by GM and its Tunisian partners consists of:

- Identifying NAP-related priority issues and actions to be taken;
- Seeking the involvement of the main actors both at local and national levels in project design as regards the main issues at stake;
- Involving cooperation partners at all stages of design, consultation, and decision-making processes by means of joint missions;
- Establishing sustainable mechanisms for resource and partner mobilization.

It is expected that this process will be finalized and formalized during the National Forum on Resource and Partner Mobilization planned for September 2001.

A Steering Committee has been set up, fostering cooperation among all partners. Italy and Germany are representing the bilateral partners, while UNDP is representing the multilateral agencies. The most relevant outcome of these coordinated consultations has been the definition of a specific and pragmatic approach to resource and partner mobilization in support of NAP implementation, in which four priority issues have been identified:

- Elaboration of a local development framework;
- Development of a multi-actor consultation mechanism;
- Identification of funding mechanisms and opportunities;
- Evaluation, monitoring, and production of indicators.

GM financial support to the organization of a national workshop amounts to US\$ 50,000. The GM has also provided technical support as regards the terms of reference of national consultants and of working groups dealing with specific issues and has covered the costs of the preliminary studies prepared for the national workshop.

Coordination efforts have led Germany and UNDP to agree to be *chefs de file* of bilateral and multilateral agencies respectively. Furthermore, the meetings held during the joint missions organized by the GM have highlighted the relevance of a permanent and well-structured coordination policy among partners, some of whom are the main actors in bilateral or multilateral programmes in support to Tunisia's NAP, namely:

- Germany, which has developed a project to support Tunisia's NAP, under the leadership of GTZ;
- Italy, which has appointed the OSS as the executing agency for the project implementation of a NAP monitoring and evaluation system at a national level;
- Tunisia, which is engaged in two regional projects, SCIDE-AMU and the Desertification Information System in the Mediterranean (DIS-MED), concerning the dissemination of information on desertification (both projects have received funding within the framework of the European Short and Medium-term Action Programmes (SMAP)); and
- UNDP, which has proposed combating desertification as top priority issue in the context of UNDAF.

The process in Tunisia has also led to ensure that the NAP to combat desertification will play a permanent role in the Tenth National Economic and Social Development Plan. The Ministry of Agriculture, whose sectoral strategies will, from now on, take into account the importance of integration and participation aspects, agrees that a special effort will be needed to secure cross-fertilization between Priority Programmes and the NAP objectives. The Ministry of Economic Development has given full support to the idea that the NAP, as a framework of reference for activities directed to combating desertification, deserves a high profile in the tenth Plan. Moreover, the fact that the National Committee to Combat Desertification, chaired by the

Minister for the Environment and Regional Planning (MEAT), fully approved NAP as a priority issue within the tenth National Plan of Social and Economic Development, deserves mention. Following this decision, the MEAT is elaborating and proposing a specific text to be inserted within the document relating to the tenth Plan.

PART TWO: SUPPORT TO THE SRAP

At subregional level, the Arab Maghreb Union (AMU) has begun implementation of the subregional action programme (SRAP) and has submitted several requests to various partners, including the Global Mechanism (GM).

The Arab Maghreb Union (AMU)

The member countries of the AMU have elaborated the subregional programme for combating desertification (SRAP) and adopted it during the Algiers Forum held on 20-22 September 1999. SRAP implementation aims at strengthening NAPs, launching transboundary or regional activities, and giving further input to scientific and technical knowledge on combating desertification within member countries.

The AMU General Secretariat has requested GM support in implementing the various components of the SRAP and the GM, in line with the activities and strategies developed at national level with countries of the subregion, has agreed to support SRAP implementation by:

- Strengthening the role of civil society in implementing national and subregional action programmes for combating desertification;
- Identifying ways and means of enhancing the participation of the main actors involved in the decision-making process regarding the implementation of programmes to combat desertification; and
- Setting up a subregional mechanism for resource and partner mobilization.

A total of US\$ 100,000 has been allocated to the AMU General Secretariat to pursue these objectives, with the expected results being as follows:

- NGOs and professional associations involved in activities to combat desertification will be identified and their role in national and subregional action programme implementation will be defined;
- Mechanisms to coordinate and exchange experiences and information among civil society representatives will be created at subregional level; and
- A subregional mechanism for resources and partners mobilization will be set up to benefit NAPs and SRAPs to combat desertification.

Annex IV

SUPPORT TO UNCCD IMPLEMENTATION IN ASIA

PART ONE: SUPPORT TO NAPS

Islamic Republic of Iran

Responding to a formal request, the GM undertook a mission to Iran from 4-9 May 2001, to identify areas of cooperation for NAP finalization and implementation. High level consultations were held with Ministries of Finance and Natural Resources and with other stakeholders. The areas of intervention agreed upon were:

- To develop a consultative process for resource mobilization and partnership building;
- To integrate UNCCD objectives into National Development Planning;
- To harmonize sectoral activities;
- To build capacity at all levels, taking into consideration the special needs of local communities.

The GM has allocated US\$ 100,000 for these areas of intervention, and it is anticipated that this catalytic funding will strengthen implementation of the NAP in Iran.

Kazakhstan

The GM has been working in close partnership with the World Bank and other multilateral agencies to develop the Dryland Management Project (DMP) in Kazakhstan. The DMP, involving the active participation of local communities, will provide assistance to the Government of Kazakhstan:

- To develop alternative land uses, and rehabilitate ecosystems for conservation of plant and animal biodiversity;
- To quantify and monitor carbon sequestration;
- To build and promote capacity, public awareness and develop a strategy for replication of project activities in other similar areas of Kazakhstan, and in the Aral Basin as a whole.

A GEF PDF-B grant of US\$ 350,000 has been approved and the DMP is in the project preparation phase. The project Preparation Unit has been staffed and international and local consultants have been recruited. The GM has provided US\$ 18,750 to assist the Government in project preparation.

Pakistan

Society for Conservation and Protection of Environment (SCOPE) - World Wide Fund for Nature (WWF)-SCOPE Joint Wildlife Protected Areas Project of Tharparker

The Tharparker District in Pakistan is high in endemism and has a significant diversity of species. Both, SCOPE and the WWF have developed individual projects to address threats to this unique ecosystem, although concentrating on different aspects of conservation. While the WWF's project focuses on technical aspects of conservation within the protected area, SCOPE is undertaking work with communities in the buffer zone, to integrate wildlife management with development of sustainable livelihoods, and drought and desertification mitigation. To increase overall conservation and socio-economic benefits, UNDP is working to merge these two projects, and is formulating a proposal for submission to the Global Environment Facility (GEF), to obtain a Project Development Facility Block-A grant (PDF-A). The GM has provided US\$ 7,200 to assist SCOPE conceptualize its project activities in context of UNDP's PDF-A proposal for developing a holistic approach to natural resources management in the District. The GM's support will support SCOPE in project preparation, through local consultations, a baseline survey, identification of barriers in local area development, investment tools etc. It is expected that this modest support will assist in generating substantive resources for sustainable management in this area.

Indonesia

Indonesia is in the process of formulating a national action programme using a bottom-up approach involving local communities and local Government. During the first national workshop held in Bogor on 13 June 2000, it was decided that the implementation of UNCCD in Indonesia would concentrate on the three driest provinces, namely Nusa Tenggara Barat (NTB), Nua Tenggara Timu (NTT), and Central Sulawesi (Sulteng).

Indonesia has requested GM's catalytic support to formulate the NAP. This process will include: preparatory meetings in three provinces involving all related Parties; a workshop for the formulation of NAP in Lombok (NTB) in which local government representatives, NGOs, universities, and research institutions from three provinces and national authorities, will participate; a national workshop attended by national policy makers related institutions/ministries, national NGOs, etc.; and adoption, reproduction and distribution of the NAP document.

Sri Lanka

Sri Lanka signed and ratified the United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD) in 1995 and 1998, respectively. The Ministry of Forestry and Environment, is the national focal point of the UNCCD.

Sri Lanka has requested GM's support to formulate the NAP to combat land degradation and mitigate the effects of drought. It is envisaged that a participatory process involving all relevant stakeholders will be initiated, and efforts will be taken to build partnerships between the Public Sector Line Agencies, NGOs, the private sector and affected communities. Four main partners

will support the Government of Sri Lanka in the NAP formulation process: the UNCCD secretariat, the Global Mechanism, the Government of the Netherlands and the World Bank. The Government of Sri Lanka is committed to providing in-kind contributions.

Vietnam

The Ministry of Agriculture and Rural Development has sought the Global Mechanism's support in with the main objectives of reviewing the status of land use change, desertification, land degradation, sand dune movement, drought, and their environmental and socio-economic impacts. GM support will involve:

- Analysing the implementation of policies and activities to tackle the above -mentioned phenomena and mitigate their impacts;
- Drafting a national action programme to combat land degradation and mitigate the effects of drought;
- Formulating prototype pilot activities to rehabilitate degraded lands, promote reforestation and re-vegetation and improve water harvesting measures at field level and involving local populations; and
- Building partnerships to collaborate with civil society, donor agencies.

The Government of Vietnam shall organize a workshop for supporting the formulation of the NAP in collaboration with the UNCCD secretariat, the Global Mechanism and co-sponsoring governments and agencies.

PART TWO: SUPPORT TO THE RAP

Regional Technical Assistance Programme (RAP) to Support Asian Countries (RETA) - a partnership with the Asian Development Bank (AsDB)

The GM has co-financed an AsDB-initiated regional technical assistance group to assist Asian countries, including China, Mongolia, India, Pakistan and Central Asian countries, in identifying barriers to UNCCD mainstreaming.

Since the launching of the RETA programme at the Third Regional Meeting of UNCCD National Focal Points in Asia (7-8 November 2000 in Bangkok), two partnerships have emerged.

Firstly, in China, RETA resources are being used to build a bridge between the NAP and a partnership proposal between the People's Republic of China (PRC) and the Global Environment Facility (GEF). The proposal outlines the process for building synergies between the Agenda 21 conventions and for integrating dryland concerns into the GEF's Country Programming Framework (CPF) for China. A Project Development Facility - Block B (PDF-B) has been approved amounting to US\$ 350,000. To match these funds, AsDB will provide US\$ 800,000 and the Government of China US\$ 290,000, totalling 1.44 million for project preparation.

Secondly, a MoU has been finalized between the UNCCD Project of GTZ and RETA. The UNCCD Project of GTZ has earmarked approximately US\$ 1.5 million for the Asia region. Initially, RETA will work in close cooperation with the UNCCD Project of GTZ to harmonize activities in the Central Asian Republics (CARs). RETA will complement field level activities of the UNCCD Project of GTZ, by providing technical assistance to assess the overall policy, legislative and institutional context of the CARs and integrate the UNCCD into National Development Planning. Similar partnership agreements will be pursued with other bilateral agencies for harmonizing support in the Asia region as a whole.

PART THREE: SUPPORT TO SRAPS

Subregional action programme to combat desertification for Central Asia (SRAP-CD)

In recognition of common environmental and socio-economic conditions in the Aral Sea Basin, the UNCCD secretariat organized the launching of the SRAP for Central Asia in Bishkek, Kyrgyzstan (17-20 July 2000). The second meeting of the SRAP for Central Asia (26-27 April 2001, Almaty, Kazakhstan), narrowed down a list of eleven priority areas which were identified in Bishkek, to five priorities for immediate action:

- Monitoring and assessment of desertification;
- Water-use and soil management;
- Agro-forestry and forest resource management;
- Rangeland management;
- Biodiversity conservation.

Each of the Central Asian Republics selected one or more of these priority areas for initiating pilot activities. The GM has allocated US\$ 100,000 to support the elaboration of the preparatory phase of the SRAP and initiate pilot activities. GM support to this phase will focus on establishing a strong foundation for cooperation in the subregion between the country Parties and with bilateral and multilateral agencies, with the aim of optimizing and increasing resources for combating desertification. In addition, GM support to the planning of pilot projects in the selected countries will focus on ensuring long-term financial sustainability and replication of these pilot projects within the subregion. It is expected that the pilot projects will facilitate NAP implementation, and also feed into work of the Thematic Programme Networks (TPNs) and the RAP.

West Asia subregional action programme to combat desertification (WASRAP)

The core activities of the WASRAP are tied to two Thematic Networks (TNs): Sustainable Management of Water Resources (TN1) and Sustainable Management of Vegetative Cover (TN2). GM support totalling US\$ 150,000 for launching the implementation phase of WASRAP is being channelled through the United Nations Environment Programme, Regional Office for West Asia (UNEP/ROWA). As the implementing agency for the SRAP, UNEP/ROWA is

coordinating its work with that of the two executing agencies - the International Centre for Agricultural Research in Dry Areas (ICARDA) for TN1, and the Arab Center for the Studies of Arid Zones and Dry Areas (ACSAD) for TN2.

As follow up to the launching of WASRAP, the GM is working in partnership with ICARDA and ACSAD for the development of an Integrated Natural Resource Management project. A project proposal of approximately US\$ 5 million has been developed for submission to the Organisation of Petroleum Exporting Countries Fund (OPEC Fund), for consideration at its Governing Board meeting scheduled for the autumn of 2001. In addition to ICARDA and ACSAD, technical and financial support will be sought from the UNDP Office to Combat Desertification (UNDP/UNSO), UNEP/ROWA and other institutions and donors in the region. As a member of the WASRAP Management Committee, the GM is working in close cooperation with UNEP/ROWA to coordinate this initiative.

PART FOUR: SUPPORT TO THE THEMATIC PROGRAMME NETWORKS (TPNS)

Rangeland Management in Arid Areas including the Fixation of Shifting Sand Dunes (TPN3)

The GM channelled US\$ 50,000 through the UNCCD secretariat for facilitating the launching of TPN3 and for follow up activities. The launching meeting for TPN3 was held in Yazd, Iran on 7-9 May 2001. It clearly defined the mandate, structure and programme of work of the network. As requested by the participants, the GM will continue to support the network and allocate resources for the above purposes.

Thematic Programme Network on Water Resource Management for Agriculture in Drylands (TPN4)

At the third Conference of the Parties (COP 3), the Asian Group of the UNCCD selected Syria to host TPN4. The Syrian Government responded by equipping and staffing the focal node for this network, and has been working in close partnership with the UNCCD secretariat to establish the network. The GM has allocated US\$ 50,000 for funding conceptual work to ensure that a resource mobilization strategy is developed at an early stage into the process of network elaboration. These resources will also guide the delineation of the role, functions and institutional arrangements of the network, as well as finance necessary organizational arrangements of the launching meeting of the network scheduled for autumn 2001.

PART FIVE: SUPPORT TO NGOS

Strategic Partnership Agreement for Implementation of UNCCD - a partnership between GM and GTZ's UNCCD Project

The GM has allocated US\$ 100,000 through its Community Exchange and Training Programme (CETP) to assist NGOs and community-based organizations (CBOs) in the Central Asia subregion. This money will be combined with resources of the UNCCD Project of GTZ for mobilizing NGOs in the region. Initially, the focus will be on the Central Asian subregion. Based on lessons learned in the CARs, activities will be expanded into other subregions of Asia.

PART SIX: SUPPORT TO THE WEST ASIA AND NORTH AFRICA (WANA MINISTERIAL MEETING)

Ministerial Meeting with Donor Agencies to Discuss Opportunities for Sustainable Investment in Rainfed Areas of West Asia and North Africa (WANA)

In the context of the GM's mandate, the COP directives and the GM's Operational Strategy, a partnership was forged between six funding agencies: the Arab Fund for Economic and Social Development (AFSED), OPEC FUND, IDB, IFAD, World Bank and the GM, where the GM was designated as the coordinator for planning and implementing the preparations for the Ministerial Meeting on sustainable investment for rain-fed areas in the North Africa and West Asia (WANA).

All in all, the funding agencies contributed US\$ 321,000 through the GM. The GM's own contribution represented only 18% of the total resources allocated, indicating achievement of a high multiplying effect.

The GM was responsible for the preparation of both the Ministerial Meeting and the preceding technical preparatory meeting convened in Cairo on 13-14 May 2001 under the patronage of the Deputy Prime Minister and hosted by the Government of Egypt. The meeting report and recommendations have been widely circulated among the countries, the donor agencies and the financing institutions.

The Ministerial Meeting was held in Rabat, Morocco on 25-26 of June 2001, under the high patronage of His Majesty King Mohammed VI, and opened by H.E., the Prime Minister of the Government of Morocco. Ministers of Finance, Agriculture and Environment attended it from the thirteen countries of the two subregions, as well as by representatives of bilateral and multilateral agencies.

The meeting adopted the Rabat Declaration and endorsed a framework for a regional programme and a set of recommendations that will enhance their national efforts to implement the Convention and strengthen collaboration between themselves and the donor community through engaged partnerships. The participating countries agreed to forge a partnership that will focus on the overall sustainable development of drylands in WANA. They emphasised their long-term commitment to reducing poverty, arresting desertification, enhancing socio-economic growth and diversifying economic opportunities in these areas, as well as to supporting the implementation of the United Nations Convention to Combat Desertification. To realize these goals, they agreed to give higher priority to resource allocation to rainfed areas.

In particular, they emphasized the need:

- To develop appropriate policies and implement integrated drought management strategies;
- To develop and implement a regional approach to drought preparedness;
- To provide appropriate incentives and safety nets that encourage rural communities to undertake environmentally friendly land-use practices to combat desertification and natural

resource degradation and consequently adopt improved national policies and strategies to that end;

- To strengthen institutional arrangements and mechanisms for more effective participation of the local communities and civil society in defining the priorities for investment;
- To identify investment opportunities for both the private and public sectors to improve the social and economic infrastructure necessary for dryland development;
- To examine the potential for all projects aiming at mitigating climate change.

They also endorsed the development of a programme for the drylands of WANA which will build a foundation for regional cooperation; promote technical collaboration; share local and global information and knowledge; strengthen national capacities to facilitate the design and implementation of national policy and institutional improvements as well as investment programmes. It will also support the implementation of United Nations conventions such as the Convention to Combat Desertification and promote synergies between the UNFCCC, CBD and UNCCD.

The GM was entrusted by the co-sponsors of the meeting to pursue the formulation of the programme in close cooperation with all the countries and organizations concerned.

Annex V

**SUPPORT TO UNCCD IMPLEMENTATION IN LATIN AMERICA
AND THE CARIBBEAN**

PART ONE: SUPPORT TO NAPS

Argentina

The GM has been approached by various institutions in Argentina. At national level, financial support from the GM was provided for a workshop for the final selection of indicators of land degradation and desertification. This workshop selected a set of indicators in pilot communities for their evaluation and validation, and established links with GTZ supported national initiatives for land degradation indicators in other countries such as Mexico and Chile.

The Global Mechanism will focus on partnership building, drawing upon the ongoing efforts of the Government, the Environmental Institutional Development Programme, the Inter-American Development Bank/Secretariat of Natural Resources and Sustainable Development (BID/SRNDS), the National Desertification Institute of Technology in Agriculture (INTA), the German Agency for Technical Cooperation (Apoyo PAN/GTZ) and the international support of United Nations agencies such as FAO, UNEP and UNDP. The GM has allocated US\$ 50,000 as a catalytic resource in support of the above activities and to initiate the process of NAP implementation.

In the context of GEF and land degradation, the GM is responding to requests from the national authorities with the aim of supporting the implementation of the Convention at local, provincial, national and transboundary levels. The GM is co-financier of GEF PDF proposals such as the Small Farmer Integrated Ecosystem Management Project, whose main goals are reducing the loss of biodiversity, reversing land degradation, and increasing the proportion of sequestered carbon in production ecosystems in 3-5 priority eco-regions. Another GEF proposal for Sustainable Livestock Production to Control Desertification in Patagonia (covering 5 provinces of the country), is under consideration, and it is proposed that the GM could help mobilize co-financing.

Brazil

Brazil is presently elaborating its NAP and to this end the UNCCD national focal points have requested GM assistance. The GM's contribution will consist of supporting NAP implementation by fostering the participation of decentralized administrations and local communities. A pilot implementation phase will begin in the State of Pernambuco where a Local Action Plan will be designed and implemented. The GM has allocated an amount of US\$ 50,000 to support the NAP process. GM funding will allow for:

- Coordinating the UNCCD implementation process with the overall national macroeconomic planning processes (National Development Plans, Rural Poverty Alleviation Strategy, Regional Integration and decentralization Policy, etc.) and with the sectoral planning documents (Rural development, National Environmental Action Plan,

and the other Rio conventions' Action Plans - Biodiversity Conservation and Climate Change);

- Forging partnerships and consensus between all stakeholders;
- Developing innovative approaches such as UNCCD Local Action Programmes at a municipality level, to foster NGO's and CBO's participation and stakeholder mobilization;
- Levering additional funding from other donors and international NGOs.

States, municipalities, local NGOs and rural communities of the north-east region of the country will be the main stakeholders in the process.

Chile

In Chile the national action programme has been developed using a participatory approach involving central and local administrations, NGOs and local communities. The programme indicates practical steps and measures to be taken to combat desertification. The Chilean national focal point has formally requested GM assistance to support NAP implementation. An initial allocation from the GM to support the NAP process, will enable the Government to raise additional funding with other donors and international NGOs to support the implementation of the Convention and the NAP review phase. The terms of reference for a consultancy to review the Chilean NAP and the opportunities for potential investments have been prepared and brought to the attention of the appropriate governmental authorities in order to initiate as soon as possible the corresponding agreements and finalize formulation.

Colombia and the Dominican Republic

Formal requests have been received from the Dominican Republic and Colombia. The main objective of these requests is to support the elaboration and adoption of the NAPs in these countries by providing financial support for technical assistance, operating costs, participatory workshops and information/communication activities. The expected output is the elaboration of the NAP and its adoption by all the stakeholders involved in the process (government, central and local authorities, local communities, NGOs, private sector) on the basis of partnership building and participatory approach). The terms of reference for consultancies in both countries have been prepared and brought to the attention of the appropriate governmental authorities in order to initiate the corresponding agreements and document formulation.

Cuba

The GM will finance the development of the second phase of the Rio Cauto Basin project in Cuba through a 2 month consultancy to prepare terms of reference, and a financial support programme which will include a module based structure, i.e. for training and other activities to be defined. The GM allocation aims at achieving co-financing from bilaterals, taking into account the main axis of action identified from the experiences of the first stage of the Rio Cauto, which include the social and economical development of affected areas, training in the use of successful technologies, and a methodology for the elaboration of Cuba's NAP.

Ecuador

The GM's entry point for supporting UNCCD implementation in this country is the recently agreed debt swap operation between Italy and Ecuador. The main objective of the debt swap in Ecuador defined in the GM's Operational Strategy, is to develop and implement innovative sources of funding for UNCCD implementation. Thanks to close linkages established within the host institution IFAD and FAO/WFP, the GM is actively working with Ecuador in search of the critical link between debt relief and public and foreign investments in dryland management. As a pilot action under the UNCCD framework, the GM initiative will provide policy makers, UNCCD national focal points, NGOs and other interested stakeholders with information and practical experience on implementing debt-for-environment swaps and will assist them in carrying out these operations at national level. The expected output of GM support for this initiative is:

- Implementation of Debt-for-Environment Swap operations in Ecuador to fund pilot projects/activities as identified by the respective UNCCD NAP, national environmental action plan (NEAP) and other action programmes (APs), in line with the framework which already exists for project formulation;
- A network of stakeholders set up at regional level to support potential broad adoption/implementation of such operations on the basis of the respective national policies and strategies;
- Region-wide feasibility research to analyse the financial terms of potential debt swap operations within the Latin America and the Caribbean (LAC) region and to evaluate swap costs and risks;
- Enhanced capacity of institutions, NGOs and other relevant stakeholders in terms of project management and implementation.

PART TWO: SUBREGIONAL ACTION PROGRAMMES (SRAPS)

Several countries within the region have joined efforts in subregional initiatives:

- Argentina, Bolivia and Paraguay are involved in a subregional programme addressing common problems confronting the Gran Chaco Americano region, the largest dryland ecosystem in Latin America;
- Argentina, Bolivia, Chile, Ecuador and Peru have launched a joint programme for the sustainable development of the Andes region of La Puna;
- Seven Central America countries - Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, and Panama - and the five southernmost states of Mexico are involved in the Mesoamerican Biological Corridor.

The arid and semi-arid forestland and rangeland within the three areas still contain most of the original animal and plant biodiversity, which is of global significance. At the same time, 60% of

the total population living in the three areas, is believed to be living below the poverty threshold. These ecosystems are characterized by severe degradation of natural resources mainly due to their high fragility and to the irreversibility of some biological and socio-economic processes.

The Global Mechanism is supporting the three subregional action programmes (SRAPs) involving a total of 13 countries (Argentina, Bolivia, Chile, Ecuador, Paraguay and Peru in South America; Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, and Panama in Central America). The main objective of GM support is to harmonize, complement and increase the efficiency of the NAP and to build a platform to design and implement a region-wide programme on dryland rehabilitation and sustainable management. In line with the requests from the Governments involved, the GM will:

- Support regional cooperation by facilitating the political and operational dialogue among the six countries involved in the two initiatives;
- Assure the projects will be country-driven (under the strategic framework of the respective UNCCD NAPs priorities);
- Support the partnership building process between the various countries and stakeholders involved (decentralized administrations, local communities, NGOs, CBOs, donors and private sector);
- Consolidate the partnership already established (GTZ, Spain, UNDP) and to start up new ones (EU, GEF, French Fund for the World Environment (FFEM)) with other financial partners;
- Promote operational approaches based on local community involvement, rural-poverty alleviation, dryland rehabilitation and management and biodiversity and conservation;
- Formulate investment programmes eligible for GEF/FFEM funding.

The subregional projects aim at providing examples of how investment projects can achieve complementary local, national and global objectives and how dryland rehabilitation and management and poverty alleviation can positively interact with biodiversity conservation and climate change mitigation measures.

El Gran Chaco Americano

El Gran Chaco Americano includes the centre-north area of Argentina, the west region of Paraguay, and the south-eastern provinces of Bolivia. This region is an integral ecological unit and of global significance due to its size and its important biodiversity resources. To support the process of partnership-building within the Chaco region, the GM is supporting the relevant authorities in the region and the countries in organizing a high-level governors' meeting of El Gran Chaco Americano, planned for 6 and 7 September 2001, in Resistencia, Argentina. In addition to the Governors of the three countries, it is anticipated that Central Government Ministers and representatives of the donor community will participate. The main objective of the

meeting is to forge a partnership between local/national governments and development agencies as a basis for working towards the sustainable development of El Gran Chaco Americano.

Central America

During COP 4 in Bonn in December 2000, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua and Panama submitted a request to the GM to assist them in the preparation of a subregional programme. The objective of this programme is to enlarge the scope of the Mesoamerican Biological Corridor (presently concentrated in the humid and sub-humid ecosystems) to also include the dryland areas (arid and semi-arid ecosystems). The terms of reference for a consultancy have been prepared have been submitted to the requesting countries. The consultant's main task will be to develop a specific methodology to foster the participation of indigenous peoples and local rural communities in activities to combat desertification and land degradation, and to foster the use of traditional knowledge.

La Puna Americana subregional action programme

The Puna Americana is an extensive dryland ecosystem located in the Andean Mountains of South America. This region, situated at an altitude ranging from 2800 to 5000 metres above sea level, encompasses large parts of the national territories of Argentina, Bolivia, Chile, Ecuador and Peru. Over recent decades, the Puna Americana has suffered extreme environmental degradation closely linked to socio-economic deterioration. Building on the experience of UNDP/UNSO in subregional cooperation for dryland development, representatives of each country met in Santiago de Chile in June 1998 to establish the subregional action programme process for the Puna Americana.

During COP 4, the Global Mechanism met the group of countries of the Sustainable Development Project of the Puna Americana (Ecuador, Peru, Bolivia, Argentina and Chile) with the aim of developing a common strategy for the Puna, to improve the quality of life and protect the ecosystems affected by desertification in this area. Given the importance of these objectives, a follow-up meeting with a wider constituency from the delegations was organized and sponsored by the GM and partly co-financed by UNSO, GTZ and COSUEDE, in Cochabamba, Bolivia, in May 2001, and was attended by 32 participants from the five countries. The main objectives of the meeting were to review and improve the objectives and priority actions. An important outcome was the establishment of a follow-up structure of joint initiatives, consisting in the creation of a secretariat and an Executive Committee for the Puna Americana formed by both focal points and representatives of the indigenous populations. The secretariat's functions include the coordination of activities and the search for interaction between potential development partners.

The Transboundary Programme for the Island of Hispaniola

The challenge of effectively addressing the problem of land use practices has been expressed by representatives of the Governments of Haiti and the Dominican Republic. In response to this challenge, the GM is supporting the development of a bi-national programme entitled, Analysis of Desertification and Biodiversity in the frontier zone of Haiti and the Dominican Republic on the Island of Hispaniola, by allocating catalysing funds to contribute to the development of an

Inter-ministerial Working Group, and to evaluate the current situation to be presented at the next COP. It is envisaged that a common framework of action for these two countries, will not only improve current institutional arrangements, but will also enhance technical capacities. The partnerships with NGOs and concerned community-based organizations are important aspects in formulating the initiative.

PART THREE: SUPPORT TO NGOS

GM assistance to NGOs in LAC takes place in the context of the Community Exchange and Training Programme, which is spearheaded by the GM and RIOD. Examples of NGO initiatives with current or prospective GM support, are mentioned below.

Argentina

Within the framework of the Community Exchange Programme (CEP) and following through on collaboration with GTZ, four proposals from NGOs in Argentina have been analyzed and ranked for their eligibility. They cover the priority areas of the GM and the priority geographical areas addressed by the NAP. The project presented by INTA Esquel (Consortium of Small Producers in the Mapuche Cushamen Reserve) is located in Patagonia. It is based on using local experiences in sustainable resource management to improve the living conditions of the indigenous Mapuche population. A second project promoted by a network of seven local NGOs aims at contributing to mitigating desertification processes, through the recovery, improvement and adoption of sustainable technologies by promoting the strengthening of links between local peasant and indigenous small producers' organizations. The project will directly benefit over 1,500 people, including areas of the Puna Americana. The NGO APENOC promotes the exchange of organizational experiences and practices of small producers in the province of Cordoba through workshops on the exchange of information. A project proposal submitted by the Red Puna NGOs network for the sustainable use of natural resources in the Jujuy province, located in the Puna area, is involved in training local communities in sustainable management of natural resources, facilitating the exchange of experiences among farmer organizations and through financial support to small producers for the implementation of sustainable production practices. The initiative is aiming at supporting ongoing activities and is benefiting over 400 families from 20 communities.

Brazil

The GM is supporting the creation of Desertification Control Units in the Brazilian Semi-Arid Ecosystem of Sertão. Submitted by the Instituto Desert, a local NGO from the Piauí State of Brazil, this project is in line with GM's policy to support Local Action Plans. The initiative will have a substantial financial contribution from the Local Government, and is coherent with the objectives of the ECP. It will implement innovative pilot activities and prepare the ground for future investments, with the main focus on dryland rehabilitation and sustainable development. The project will benefit 300 families and almost 1800 people by improving smallholders' and farmers' capacity in sustainable rural development activities.

Peru

An initiative is being undertaken with a Peruvian local NGO, Central Peruana de Servicios (CEPESER), which since its creation in 1983 is working on combating desertification in the Piura region of Northern Peru. CEPESER focuses its activities on the rational use and management of the dry Algarrobo forest (*Prosopis Pallida*), as an alternative livelihood for the landless rural population, thus contributing to curbing the process of desertification, introducing clean technologies and generating self employment. CEPESER has also developed various initiatives with rural groups in the semi-arid mountainous zone, creating an operational framework by involving the rural population in the management of their micro-basins, in an attempt to control the critical factors undermining their development.

The financial support of the Global Mechanism will be directed towards the exchange of experiences and the distribution of potato seed to 15 communities in the arid zones of the Piura region. This exchange of traditional knowledge is a concrete contribution to poor rural communities, where food insecurity is a constant threat. This will be implemented through a technical workshop and field visits to selected districts and provinces of the affected region.

The Puna Region

A request has been received from the Parliament of the Aymara nation, an indigenous NGO based in Bolivia for a project on the exchange of experiences amongst indigenous Aymara communities in the Puna Americana subregion, embracing Bolivia, northern Argentina, northern Chile and southern Peru. The Aymaras are an indigenous group with a population of over 6 million people distributed within four countries of the Puna subregion. The main purpose of the project is, through the exchange of experiences, including traditional technologies and knowledge amongst local communities, to improve communication with the aim of establishing a sustainable development programme for the Aymara indigenous communities and other native nations in the Puna subregion. Activities will include the organization with the support of the GM, of three meetings of the Parliament of the Aymara Nation, scheduled between August and December 2001.

PART FOUR: THE REGION-WIDE PROGRAMME

As part of an effort to expand the GM's current support to the NAP processes in selected LAC countries, on demand, a region-wide programme is under formulation, as a platform for partnership. This initiative falls within the framework developed by the Global Mechanism for a joint partnership with IFAD, IDB, and bilateral donors to launch a programme (the Region Wide Programme to Combat Land Degradation) in the LAC region. Multilateral and bilateral agencies are already supporting the implementation of the UNCCD, either through their project portfolio, or through the elaboration and adoption of an operational strategy. This programme, in which IFAD is one of the main partners, would translate into action the firm commitment to alleviate rural poverty in the LAC region, where desertification and land degradation are closely linked to socio-economic problems and affect vast drylands ecosystems. To this end, a strong operational effort on a region-driven basis has been envisaged to mobilize synergies in financing programmes to support the UNCCD implementation. The main thrust of the GM's effort has been to help identify, at national and subregional levels, the priority areas in which the region-

wide programme can become operational, taking into consideration both priorities and mandates of the organizations involved. Within this framework, real opportunities for spreading IFAD's knowledge and drawing on its capacities as a new GEF executing agency, in particular in the El Gran Chaco Americano region, will be created. In particular, the following activities are being considered:

- Establishment of coordination, consultation and implementation mechanisms between the concerned countries;
- Establishment of a participatory and flexible platform to support broader participation in the decision-making process; and
- Design and implementation of multi-donor investment programmes targeted to drylands sustainable development, rural poverty alleviation and biodiversity conservation.

Annex VI

FINANCIAL INFORMATION ENGINE ON LAND DEGRADATION (FIELD)

Overview

Since presenting the Financial Information Engine on Land Degradation (FIELD) at COP 4, the GM has pursued its efforts towards full-scale implementation of the system, focusing on establishing a decentralized and participatory knowledge-sharing approach. In this context, several initiatives have been taken to collect relevant data from a multitude of sources, and to involve the stakeholders in developing and testing the functional and technical features of the system on a pilot basis.

Rationale and guiding principles

One of the GM's guiding principles and action areas is to build and maintain an interactive knowledge management system providing information on actual and potential sources and channels of funding, available to implement the Convention, and on the financial needs of affected developing country Parties in order for them to render operational their action programmes, as well as other relevant activities related to the implementation of the Convention (decision 24/COP.1, annex).

Knowledge sharing: Opportunities and challenges

Collecting and disseminating information on supply, demand and flows of funding is one of the main functions of the GM. The Parties to the Convention established that the GM would perform this function on the basis of the reports submitted to the COP and all other available data (decision 24/COP.1, annex). The Parties also adopted procedures for organizing and streamlining the communication of information so that, *inter alia*, the GM would have access to the data necessary to carry out its mandate, and to ensure that information on implementation would be in the public domain (decision 11/COP.1).

The GM intends to facilitate access to public domain information on UNCCD financing, through the development of FIELD. Relevant data is found in reports, publications, proprietary databases, web-sites, networks and other information systems. FIELD offers a comprehensive electronic catalogue of these data and provides pointers to the original sources of information. This catalogue is distributed freely on the Internet, on CD-ROMs and in hard copy.

FIELD draws on existing sources of information, and adds value to them by increasing their visibility. Moreover, FIELD encourages a proactive exchange of information between the stakeholders by providing a common platform for data collection, classification and communication. In this regard, FIELD is becoming a participatory and decentralized knowledge management system. By sharing relevant knowledge, institutions and practitioners contribute to create a conducive environment for partnership building, informed decision making, and optimized resource allocation for UNCCD implementation.

More specifically, better access to information accumulated worldwide allows for the identification of gaps and opportunities, the evaluation of funding trends and the conducting of financial analyses, which can be used to support a policy dialogue between affected countries and development partners, to undertake knowledge-based initiatives and to monitor their results. For this reason, the GM is positioning FIELD at the heart of its resource mobilization strategy.

Overview of activities undertaken since COP 4

In conformity with the provisions of the UNCCD and with decisions 24/COP.1, 25/COP.1 and 9/COP.3, the GM is progressively building-up inventories of financial resources, needs and flows to combat desertification. These inventories are organized in the form of a comprehensive information system that captures various aspects of UNCCD financing, including sources and amount of funding available, eligibility criteria, programme and project proposals, financial needs, country profile, lessons learned, good practices and other relevant data.

A first prototype of this information system (FIELD) was released in July 2000 for testing, and was presented at a side event during the fourth session of the COP. Full scale implementation of FIELD is now in progress. In particular, on the basis of the feedback collected during the test phase and of the requirements expressed by the stakeholders, an in-depth technical analysis was launched in 2001 in order to study the issues and options associated with the development of the various components of the FIELD system. It is expected that this analysis will produce a detailed outline of the solutions to be developed in order to finalize the FIELD prototype.

Since one of the main comparative advantages of the FIELD system is that information is collected "at source" in close collaboration with the data owners, pilot activities have been carried out in 2001 with several countries and institutions, including Mali, Belgium, and the European Community. These activities allowed for the testing of the functioning and relevance of FIELD, and to populate it with large datasets.

In addition, while working on the establishment of tools and procedures to facilitate the exchange of data between existing information systems, the GM sent a questionnaire to all bilateral donors requesting their input on specific resources, programmes, projects and other information of relevance to the UNCCD. The responses received enabled the GM to complement the information already collected from a number of information sources, including national reports to the COP, web-sites, databases and publications. After this initial data collection phase, aimed at rapidly building up a critical mass of data, the GM objective is progressively to entrust local knowledge nodes with interactive access to FIELD in order to ensure data quality and regular information updates.

The outcome of the above activities is incorporated in the second version of the FIELD CD-ROM to be distributed during the fifth session of the COP, as well as in the on-line version of FIELD that can be accessed from the GM website at the following address: <http://www.gm-unccd.org/field.htm>.

In the first half of 2001, collaboration with IFAD has been consolidated and expanded to cover various subjects closely related to FIELD, such as: the design of a knowledge management proposal aiming at strengthening IFAD's capacity to mainstream environment and natural

resource management through developing information and knowledge resources, tools and capacity-building activities; the design of an outreach programme targeting private US foundations; and the upgrading of the GM web-site, to offer more substantive information on a new user-friendly interface.

As indicated in the GM Work Plan and Budget for 2001, these and other activities will continue to be implemented during the second half of 2001, with the objective of finalizing a first release version of FIELD, of collecting and disseminating relevant data from major multilateral organizations, and of promoting data sharing practices at country and subregional levels.

Annex VII

LIST OF ACRONYMS

ACSAD	Arab Center for the Studies of Arid Zones and Dry Lands
AfDB	African Development Bank
AFSED	Arab Fund for Economic and Social Development
AMU	Arab Maghreb Union
APENOC	Asociación de Productores del Noreste de Córdoba
AsDB	Asian Development Bank
BID/SRNDS	Inter-American Development Bank/ Secretariat of Natural Resources and Sustainable Development
CAR	Central Asian Republics
CBD	Convention on Biological Diversity
CBO	Community-based organization
CDI	Capacity Development Initiative
CDM	Clean Development Mechanism
CEP	Community Exchange Programme
CGIAR	Consultative Group on International Agricultural Research
CILSS	Permanent Interstate Committee for Drought Control in the Sahel
CONAGES	National Council for Environment and Water
CONSERE	Conseil Supérieur des Ressources Naturelles et de l'Environnement
COP	Conference of the Parties
CPF	Country Programming Framework
DESELAC	Information Network on Desertification and Drought in Latin America and the Caribbean
DIS-MED	Desertification Information System in the Mediterranean
ECOWAS	Economic Community of West African States
EU	European Union
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FC	Facilitation Committee
FFEM	French Funds for the World Environment
FIELD	Financial Information Engine on Land Degradation
GEF	Global Environment Facility
GEFSEC	Global Environment Facility Secretariat
GM	Global Mechanism
GTZ	German Agency for Technical Cooperation
ICARDA	International Centre for Agricultural Research in Dry Areas
ICRISAT	International Crop Research Institute for the Semi-Arid Tropics
IDB	Islamic Development Bank
IGAD	Intergovernmental Authority on Development
IFAD	International Fund for Agricultural Development
IFPRI	International Food Policy Research Institute
IITA	International Institute of Tropical Agriculture
ILWM	Integrated Land and Water Management
INTA	National Desertification Institute of Technology in Agriculture
IPGRI	International Plant Genetic Resources Institute

LAC	Latin America and the Caribbean
LADP	Local Area Development Programme
MEAT	Minister for the Environment and Regional Planning
MFI	Multilateral Financing Institutions
MoU	Memorandum of Understanding
NAP	National Action Programme
NEAP	National Environmental Action Plan
NDF	National Desertification Fund
NGO	Non-governmental organization
NTB	Nusa Tenggara Barat
NTT	Nua Tenggara Timu
OAU	Organization of African Unity
ODA	Official Development Assistance
OECD/DAC	Organization for Economic Cooperation and Development/Development Assistance Committee
OP	Operational Programme
OPEC FUND	Organization of Petroleum Exporting Countries Fund
PDF	Project Development Fund
RAP	Regional Action Programme
RETA	Regional Technical Assistance grant to combat land degradation and poverty in Asia
SADC	Southern Africa Development Community
SCIDE	Information Circulation System on Desertification and the Environment
SCOPE	Society for Conservation and Protection of Environment
SMAP	Short and Medium-term Action Programmes
SRCF	Special Resources for UNCCD Financing Account
SSFSA	Subregional Support Facility for Southern Africa
SSO	The Sahara and the Sahel Observatory
SFPSA	Subregional Framework of Partnership for Capacity Building and Resource Mobilisation in Southern Africa
SRAP	Subregional Action Programme
TAG	Technical Assistance Grant
TPN	Thematic Programme Network
UNCCD	United Nations Convention to Combat Desertification
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework
UNDP	United Nations Development Programme
UNEP/ROWA	United Nations Environment Programme/Regional Office for West Asia
UNFCCC	United Nations Framework Convention on Climate Change
UNSO	UNDP Office to Combat Desertification and Drought
USAID	United States Agency for International Development
WASRAP	Subregional Action Programme for West Asia
WB	World Bank
WFP	World Food Programme
WWF	World Wide Fund for Nature
